



L'Espagne, jamais «deux» sans «Roi»

p.2

DES MESURES ÉCONOMIQUES FLEXIBLES ET D'AUTRES SÉVÈRES
Face aux effets collatéraux de la guerre en Ukraine, l'Algérie se protège !



© Photo : D.R

L'économie nationale subit depuis deux ans une flambée de l'inflation aggravée par la double crise financière et économique causée par le double choc de la chute des cours du pétrole et de la crise sanitaire. Afin d'agir vite sur la conjoncture, les autorités ont dû adopter une politique de rigueur budgétaire pour soutenir les ménages et les entreprises nationales, entraînant la dégradation du solde budgétaire et aggravant le déséquilibre des finances publiques. Lire en page 4

PRÉVENTION CONTRE LA CORRUPTION ET RÉCUPÉRATION DES FONDS DÉTOURNÉS

Une instance d'enquête sur les signes d'enrichissement illicite chez les fonctionnaires publics

p.3

L'ATTAQUE TERRORISTE DE TIMIAOUINE EST RÉVÉLATRICE



Le terrorisme au Sahel est devenu mercenarisme

p.3

EMBARGO SUR LE PÉTROLE ET GAZ RUSSES



Les prix du pétrole s'enflamment

p.4

PARLEMENT

Les travaux de la 144^e Assemblée de l'UIP se poursuivent avec la participation de l'Algérie

Les travaux des réunions de la 144^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) se sont poursuivis lundi à Bali (Indonésie) avec la participation d'une délégation des deux chambres du Parlement algérien, a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

AFFAIRES RELIGIEUSES

Signature d'un accord entre les ministères des Affaires religieuses et de la Transition énergétique

Les ministères des Affaires religieuses et des Wakfs et de la Transition énergétique et des Energies renouvelables ont signé lundi à Alger un accord de coopération visant à «développer l'utilisation des énergies renouvelables» dans les différents établissements d'enseignement coranique et les structures religieuses en Algérie.



ENERGIE

Arkab examine avec l'ambassadeur chinois les relations de coopération dans le domaine énergétique

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur chinois en Algérie Li Lianhe, avec lequel il a examiné les relations de coopération bilatérale dans le domaine énergétique, selon un communiqué du ministère.

Devenue un pays non «fiable»

L'Espagne, jamais «deux» sans «Roi»

Dans l'histoire, l'Espagne a trahi le Sahara occidental à trois reprises.

Sa première trahison était sa colonisation en 1884 des terres sahraouies et les crimes et génocides humanitaires qu'elle a commis envers le paisible peuple sahraoui, puis, la seconde trahison espagnole, était en 1975 lorsqu'elle a remis ces terres sahraouies entre des mains sales, criminelles, tâchées de sang, au nouvel occupant, le colonisateur Maroc, puis en bouclant sa série de trahison (devenue même une tradition espagnole par excellence), elle s'est ralliée à nouveau avec le colonisateur marocain dans un renversement de position spectaculaire ignoble et honteux de la part d'une Nation, un acte qui restera gravé à jamais dans l'histoire. L'Espagne est devenue un pays non «fiable».

Enfin l'appel téléphonique du président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 6 mars dernier, n'était qu'une souricière tendue à l'Algérie.

Une trahison par la voix. En déclarant l'Algérie un pays «fiable» dans le domaine de l'énergie, notamment en gaz naturel, après la signature d'un contrat à long terme, permettant et mettant à la fois l'Espagne à l'abri d'une crise aigue mondiale du gaz, le président du gouvernement espagnol, s'est complètement renversé, voire à 360° même, étonnant, cela après avoir assuré le gaz algérien.

Pedro Sanchez préparait tout simplement un sale coup à savoir : le renversement de la politique et de la position de son pays par rapport au dossier du Sahara occidental, d'allier le plan d'autonomie marocaine et d'éviter les vagues de milliers de migrants marocains que Mohamed VI envoyait par quotas et selon un plan bien planifié.

D'une pierre, deux coups, le gaz algérien et la bénédiction marocaine, l'Espagne se croit où ? Pedro Sanchez a poignardé dans le dos le Président algérien, Abdelmadjid Tebboune, en se renversant totalement et en contradiction avec la légitimité internationale.

Le «coup d'Etat» réservé par les autorités espagnoles au peuple sahraoui après un renversement inattendu, lâche, ignoble et ridicule de leur position par rapport à l'indépendance du Sahara occidentale augure d'un plan satanique espagnol en préparation contre l'Algérie. En déclarant l'Algérie un pays «fiable» en gaz naturel et, juste après, voire quelques jours seulement après



■ L'Algérie va réagir à la hauteur de sa puissance, à la grandeur de sa diplomatie aguerrie et à la stature de son statut irréprochable de leadership dans la région. (Photo: D.R)

ses propos, le président du gouvernement espagnol fait une autre déclaration, cette fois il certifie l'adhésion de l'Espagne au plan d'autonomie marocaine, le jour même de la célébration par Soutien de l'Espagne au plan d'autonomie marocain

Une décision indigne, dangereuse et irresponsable

Le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Said Ayachi, a dénoncé, hier lundi à Alger, la position du Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez qui a annoncé, vendredi, le soutien de l'Espagne au plan d'autonomie marocain pour le règlement du conflit au Sahara occidental. «C'est une décision indigne, dangereuse et irresponsable, a-t-il indiqué.

Intervenant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale dont il était l'invité de la rédaction, Said Ayachi a condamné vigoureusement ce revirement contraire à la légalité internationale qui conduira à l'isolement de l'Espagne et au renforcement de l'insécurité dans la région. «C'est une décision grave qui perpétue l'instabilité dans la région dans le sens où elle conforte la politique marocaine du fait accompli (...) et déclassé l'Espagne au regard de la communauté internationale», a-t-il fait remarquer. Saluant, au passage, le peuple espagnol qui demeure dans son écrasante majorité solidaire avec le peuple sahraoui.

Ce revirement dans la politique de Pedro Sanchez qui a scandalisé une grande partie de la classe politique et de la société civile espagnole, a observé Said Ayachi, a été imposé, à la fois, par le chantage marocain qui brandit la menace de l'immigration clandestine, de la drogue et du terrorisme ainsi que par l'interférence des lobbies économiques, de l'entité sioniste et d'une partie de classe politique espagnole corrompue à la solde du Makhzen. «L'alignement du gouvernement Sanchez sur la position colonialiste du Maroc n'altérera en rien la détermination du peuple sahraoui», a-t-il poursuivi, réitérant, à l'occasion, sa solidarité avec la revendication du droit à l'autodétermination.

Avant-hier dimanche, le Conseil de la Nation s'était interrogé sur les réelles visées de ce revirement douteux qui s'est fait dans le cadre d'un échange au détriment des intérêts des peuples et leur droit à l'autodétermination, rappelant à la mémoire collective les positions complices similaires à celles vécues l'année 1975, dont l'Espagne doit assumer la responsabilité historique, politique et morale ainsi que la responsabilité de mettre un terme à leurs répercussions néfastes à l'endroit du peuple sahraoui et toute la région depuis plus de quatre décades.

Le Bureau du Conseil de la Nation, indique un communiqué de cette instance, tient à exprimer son étonnement devant la surprenante déviation enregistrée dans la position de l'Espagne envers la juste cause sahraouie et le soutien douteux dont elle a fait montre envers un processus de colonisation condamné par la charte et la légalité internationales, ce qui constitue une dérive et une prise de partie inacceptable contre une cause considérée par les Nations unies comme étant celle de la dernière colonie en Afrique reconnaissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

l'Algérie du jour de la Victoire qui coïncide avec la fête du 60^{ème} anniversaire des Accords d'Evian, le 19 mars de chaque année.

Une pure provocation contre l'Algérie et un piège à haut risque tendue par Pedro Sanchez contre l'Algérie car, l'acte que vient de faire l'Espagne vise aussi le gaz algérien, en déclarant l'Algérie un pays «fiable» en gaz naturel et en même temps en ralliant le camp marocain dans son plan d'autonomie, l'Espagne sait parfaitement que l'Algérie détient la carte du gaz mais, elle ne peut le couper pour des raisons géo-politiques, géo-économiques et géo-stratégiques.

Si l'Algérie coupe le gaz à l'Espagne, cette dernière va déclarer au monde entier que l'Algérie est un pays non «fiable» en gaz. Et forcément, par la suite, de nombreux pays alliés à l'Espagne à l'image de l'Europe vont annoncer leur non désir de se rapprocher de l'Algérie pour acheter son gaz.

Une sorte d'embargo de communication. Autrement dit, l'Algérie risque de subir une guerre des communications comme celle subie par la Fédération de la Russie, dans le cadre de son opération militaire en Ukraine. Et il n'est pas loin de constater une complicité des sionistes dans cette affaire.

En attendant de voir ce qui va se passer dans les prochains jours, notamment la réplique d'Alger, l'Algérie a déjà rappelé au pays son ambassadeur établi en Espagne, pour consultation suite au renversement inexplicable de l'Espagne envers le dossier du Sahara occidental.

L'Algérie va réagir à la hauteur de sa puissance, à la grandeur de sa diplomatie aguerrie et à la stature de son statut irrépro-

REPÈRE

Sahara occidental

Le président Ghali dénonce «un revirement honteux et immoral» du gouvernement espagnol

Alors que des blocs parlementaires espagnols s'apprentent à déposer une demande de comparution du Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, à la Chambre des représentants, plusieurs voix se lèvent pour condamner une position «grave». Dans une déclaration à la télévision algérienne, le président de la République arabe sahraouie démocratique, M. Brahim Ghali a dénoncé «un revirement honteux et immoral» du gouvernement espagnol. «La position adoptée par le chef du gouvernement espagnol dans sa lettre adressée au Maroc est honteuse, illégale et immorale. C'est une atteinte flagrante de la légalité internationale que vient de commettre M. Sanchez», a-t-il dénoncé en rappelant que «le territoire du Sahara occidental, en vertu du droit international, n'est pas marocain et la décision de sa souveraineté revient obligatoirement au peuple sahraoui sous la direction de son unique légitime représentant, à savoir le Front Polisario». Michèle Decaster, Secrétaire générale de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA), a déclaré que Sanchez a cédé au chantage du Maroc. «L'Espagne est toujours sous le coup des chantages du Maroc, on avait vu, il y a quelques mois déjà, l'envoi de toute une vague de migrants pour faire pression sur l'Espagne afin de bloquer le processus d'autodétermination du peuple sahraoui», a-t-elle expliqué sur les ondes de la radio Chaîne III. Dénonçant une attitude «néo-colonialiste», Mme Decaster appelle le peuple et la société civile espagnole à agir pour faire pression sur le Premier ministre qui ne travaille pas dans la transparence avec ses partenaires au gouvernement.

chable de leadership dans la région. Une réplique qui doit faire mal.

Sofiane Abi

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

L'attaque terroriste de Timiaouine est révélatrice

Le terrorisme au Sahel est devenu mercenarisme

Dans la foulée de la journée d'avant-hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale est tombé, annonçant la mort de trois valeureux militaires algériens, Chouhada du devoir national, tombés au champ d'honneur dans un accrochage avec un groupe terroriste à la limite des frontières algéro-maliennes, à Timiaouine (Tamanrasset) plus exactement.

L'attaque d'avant-hier contre une patrouille des forces de l'ANP a été perpétrée au moment où l'Algérie célébrait la fête de la Victoire, coïncidant avec le 60^{ème} anniversaire des Accords d'Evian. Aussi, une attaque terroriste qui intervient au lendemain de l'annonce du Chef du Corps d'Armée, le Général-major Saïd Chanegriha, de la victoire de l'Algérie sur le terrorisme. S'agit-il d'une simple coïncidence ou plutôt d'une réponse de ceux qui contrôlent le terrorisme au Sahel au point de devenir mercenarisme ? Une attaque terroriste qui cache des secrets. Une intrusion terroriste beaucoup plus géopolitique et géostratégique compte tenu de la date de son exécution, du choix de l'endroit « symbolique », et compte tenu aussi de la cible privilégiée. Le terrorisme est devenu mercenarisme, c'est-à-dire, les groupes terroristes agissent et attaquent selon un plan et un calendrier établis bien avant. Agissant par effets surprise, les terroristes, au nombre indé-



■ Les groupes terroristes ont toujours recruté des jeunes à Timiaouine, les enrôlant dans leurs rangs en contrepartie de l'argent. (Photo : D.R)

miné, ont attaqué une patrouille de militaires de l'ANP, qui assurait une mission de routine, le contrôle mobile des frontières séparant l'Algérie au Mali, bilan : trois valeureux et braves militaires de l'ANP sont tombés au champ d'honneur. Dans son communiqué, le ministère de la Défense nationale a déclaré que « suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière dans la région de Timiaouine au Secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar relevant de la 6^{ème} Région Militaire, trois militaires sont tombés au champ d'honneur, aujourd'hui dimanche 20 mars 2022. Il s'agit du Sous-lieutenant de Carrière Ikhlef Rédha, du Caporal contractuel Tareb Ilyes et du Caporal contractuel Ali Abdelkader

Houari ». Suite à cette triste nouvelle, le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire a présenté, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP, ses sincères condoléances aux familles et proches des défunts en cette dure épreuve. Par ailleurs, la localité de Timiaouine a été toujours la cible des groupes terroristes en activités au Sahel. Le 14 juin 2013, des combattants de l'ex-Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), alors dirigé par le chef terroriste, Iyad Ag Aghali, avaient frôlé les pieds sur le territoire algérien ; ils venaient juste de quitter le territoire malien, et ont tenté de pénétrer en Algérie et d'atteindre la

petite ville de Timiaouine afin de se réapprovisionner. Repérés par des militaires algériens, ils ont été attaqués par une unité de l'Armée nationale populaire (ANP), bilan : cinq terroristes furent tués sur place, des munitions et des AK-47 avaient été saisis. Le 9 février 2020, un militaire de l'ANP a été tué dans un attentat à la voiture piégée, conduite par un kamikaze, dans la zone frontalière de Timiaouine, près des frontières algéro-maliennes. Aussi, les groupes terroristes ont toujours recruté des jeunes à Timiaouine, les enrôlant dans leurs rangs en contrepartie de l'argent, toutefois de nombreux parmi ces jeunes terroristes se sont rendus aux forces de l'Armée nationale avec leurs armes.

Sofiane Abi

BRÈVE

Algérie Poste Prélèvement de la taxe de tenue des comptes CCP à partir du 2 avril prochain

Algérie Poste (AP) a annoncé dimanche qu'une taxe de tenue des comptes d'une valeur de 200 DA sera prélevée des comptes courants postaux (CCP) à partir du 2 avril prochain et ce, pour l'exercice de l'année 2021, indique un communiqué de l'entreprise publique. «L'EPIC Algérie Poste informe son aimable clientèle détenteurs de comptes courants postaux (ccp), que la taxe de tenue des comptes d'une valeur de 200,00 DA sera prélevée des comptes CCP à partir du 2 avril 2022 et ce, pour l'exercice 2021», précise le communiqué d'AP. Algérie Poste indique, en outre, que cette taxe annuelle est «conforme aux dispositions de l'article 59 du Décret exécutif n° 14-299 en date du 21 octobre 2014, fixant les tarifs des services postaux et services financiers postaux dans le régime de l'exclusivité et le service universel de la poste».

Agence

Prévention contre la corruption et récupération des fonds détournés

Une instance d'enquête sur les signes d'enrichissement illicite chez les fonctionnaires publics

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a indiqué, avant-hier dimanche à Alger, que la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption sera dotée d'une structure spécialisée, habilitée à mener des enquêtes financières et administratives sur l'enrichissement illicite des fonctionnaires publics qui ne seront pas en mesure de justifier la source de l'augmentation de leurs revenus et avoirs. « Les nouvelles dispositions introduites dans la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption proposent la création d'un mécanisme opérationnel et d'application pour vérifier les déclarations de patrimoine », a-t-il dit. S'exprimant lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, consacrée à la présentation et l'examen de l'avant-projet de loi fixant l'organisation, la composition et les prérogatives de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Abderrachid Tabi a fait remarquer que les enquêtes peuvent toucher toute personne potentiellement impliquée dans la dissimulation d'une richesse injustifiée d'un fonctionnaire public, surtout s'il s'avère que ce dernier en est le véritable bénéficiaire. L'instance, a-t-il poursuivi, peut demander des explications écrites ou orales à l'employé ou à la personne concernée, de même qu'elle est auto-

risée, dans le but de protéger les biens et conformément aux nouvelles dispositions, à demander au procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed d'émettre des mesures conservatoires de saisie de biens ou de gel des comptes bancaires par décisions de justice rendues par le président du même tribunal. Une décision, a-t-il fait remarquer, susceptible d'appel dans le cadre de la consécration du droit de la défense. Evoquant l'organisation de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, instituée dans le cadre de l'adaptation du système judiciaire de prévention et de lutte contre la corruption aux dispositions de la Constitution, qui a créé en vertu de son article 204 une nouvelle institution de contrôle chargée de la transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en remplacement de l'Autorité nationale actuelle, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, a fait savoir que ce projet a pour référence le programme présidentiel qui place la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption parmi les priorités. « Ce projet s'appuie sur plusieurs conventions et traités internationaux ratifiés par l'Algérie, telles la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption de 2003, ainsi que la Convention des Nations unies contre la corruption et d'autres conventions similaires ».

R.M.

CORRUPTION

APN

Appel à la protection des dénonciateurs des faits de corruption

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont appelé, avant-hier, à la protection des dénonciateurs de faits de corruption afin d'encourager les citoyens à lutter contre ce phénomène qui pèse lourdement sur l'économie nationale. Lors d'une plénière consacrée à l'examen du projet de loi fixant l'organisation de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, les députés ont émis des réserves par rapport à l'article 5 du projet de loi stipulant que le dénonciateur de faits de corruption doit dévoiler son identité, appelant à «lui assurer la protection» nécessaire. le projet de loi qui stipule que «la Haute autorité peut être saisie par une personne physique ou morale sur des informations, des données ou des preuves liées aux faits de corruption, à condition que la plainte ou la dénonciation soit écrite et signée de même qu'elle doit contenir assez d'éléments liés aux faits de corruption ainsi qu'à l'identité du dénonciateur». Ce que ne détaille pas, avec précision la protection dont le dénonciateur de faits de corruption doit bénéficier, ont mis en avant les intervenants. «Même s'il met, effectivement, un terme aux dénonciations calomnieuses, l'article 5 du projet de loi ne rend pas justice aux personnes auteurs de véritables dénonciations», ont-ils jugé, ajoutant que ce projet «ne contient aucune facilitation ou motivation encourageant à dénoncer les faits réprimés par le législateur dans ce domaine». En plus, les députés ont proposé la désignation des délégués de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption à travers le territoire national, soulignant l'importance de «publier le rapport annuel de l'Autorité sur son site électronique après sa présentation au président de la République». Dans ce sillage, le député Abdellkader Toumi (RND) a proposé «la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption, permettant à cette Autorité de communiquer les informations aux différents organismes à l'image de la Cour des comptes et les juridictions». A noter par ailleurs que le texte de loi présenté plus tôt dans la journée par le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, stipule : la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption est composée d'un président nommé par le président de la République pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois, tandis que les membres de la Haute autorité, au nombre de 12, sont nommés par Décret présidentiel pour un mandat de cinq ans non renouvelable.

Manel Z.

Des mesures économiques flexibles et d'autres sévères Face aux effets collatéraux de la guerre en Ukraine, l'Algérie se protège !

L'économie nationale subit depuis deux ans une flambée de l'inflation aggravée par la double crise financière et économique causée par le double choc de la chute des cours du pétrole et de la crise sanitaire.

Afin d'agir vite sur la conjoncture, les autorités ont dû adopter une politique de rigueur budgétaire pour soutenir les ménages et les entreprises nationales, entraînant la dégradation du solde budgétaire et aggravant le déséquilibre des finances publiques. Un déséquilibre difficile à corriger au vu de la situation économique et financière encore fragile du pays à laquelle s'ajoute, aujourd'hui, un nouveau choc exogène, la guerre en Ukraine, qui a provoqué une flambée inédite des cours des matières premières. Une situation explosive qui risque de peser sur la mise en œuvre du plan de relance économique mis en place par le Gouvernement qui comptait sur l'impulsion de l'investissement local et étranger pour doper la croissance économique du pays, prévue pour 2022 à 3,3%.

Cet objectif est réalisable, malgré le contexte économique mondial actuel, selon de nombreux analystes qui plaident pour la mise en place d'un nouveau modèle économique plus inclusif et résilient.

L'Algérie pourrait adopter son plan de relance économique aux nouvelles contraintes actuelles pour redynamiser le secteur industriel et agricole afin de capter les richesses et créer de la valeur ajoutée.

Profiter également de la hausse des prix de l'énergie dû à la rupture de l'approvisionnement en gaz et pétrole russes des pays européens pour augmenter ses

volumes d'exportations et renflouer les caisses de l'Etat qui doit, désormais, déboursier plus pour s'approvisionner en blé dur et tendre qui se fait de plus en plus rare sur le marché mondial à cause des sanctions occidentales imposées à la Russie. Mais aussi à cause de la décision de Moscou d'interdire l'exportation temporaire de ses produits céréaliers (blé, seigle, maïs).

Ces blocages paralysent les chaînes d'approvisionnements de blé, provoquant un retour des hausses des prix des produits alimentaires et des pénuries dans les rayons des supermarchés, à l'origine de la grogne sociale dans plusieurs pays, notamment, voisins.

La Tunisie, le Maroc et la Libye s'attendent à subir le coup négatif de la guerre en Ukraine, mais aussi de la décision de l'Algérie d'interdire l'exportation des certains produits de large consommation (pâtes alimentaires, huile, farine et semoule).

Cette décision prise par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, vise à contrôler l'inflation à l'intérieur du pays et assurer la disponibilité de ces produits sur le marché local. Ainsi, maîtriser l'inflation et apaiser les tensions sociales qui pourraient déstabiliser la mise en œuvre effective du plan de relance économique, notamment, des réformes qui ont permis au pays ces deux dernières années de réduire les déséqui-

libres macro et micro-économiques grâce au soutien apporté à la réforme des secteurs bancaire, financier et douanier. Mais aussi au rétablissement progressif de la confiance entre les institutions de l'Etat et le citoyen. Il est difficile de poser un bilan de ces actions actuellement à cause des mutations économiques et politiques internationales.

Mais, il y a quelques appréciations à noter.

Le Fonds monétaire international (FMI) a d'ailleurs félicité l'Algérie pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes économiques et financières.

De son côté, la Banque mondiale (BM) a estimé que le pays se montre plus résistant que prévu quant à la crise de blé qui touche le monde actuellement. L'Algérie dispose d'un stock suffisant de blé d'ici la fin du mois d'août 2022, ce qui lui permettra d'éviter une éventuelle baisse de production et d'offre sur un marché très demandeur.

Réguler les prix et soutenir, indirectement, le pouvoir d'achat des Algériens qui bénéficie déjà d'une protection quasi-totale des autorités.

Ces dernières ont dû maintenir leur politique de rigueur budgétaire pour soutenir les ménages, mais aussi les entreprises publiques sauvées par l'Etat qui veulent éviter, désormais d'éventuelles conséquences sur l'équilibre macro et micro-économiques.

Un défi difficile à relever en raison de la conjoncture internationale actuelle qui effraie les investisseurs manifestant une certaine aversion sur le risque financier.

L'instabilité des marchés financiers et celui des matières premières dissuadent les investisseurs d'investir dans d'autres pays bien que l'environnement actuel semble assez favorable pour investir en Algérie qui vient d'abroger la règle 51/49% régissant l'investissement étranger et d'assouplir certaines règles financières et fiscales au profit des investisseurs locaux.

L'Etat a même facilité l'accès au crédit bancaire pour les investisseurs et les jeunes entrepreneurs à des taux d'intérêt raisonnables. La Banque d'Algérie œuvre pour faciliter l'accès au crédit et à lutter contre la crise de liquidité. Elle a affecté 2.100 milliards de dinars pour refinancer les banques commerciales, ce qui lui a permis d'améliorer, entre autre, la liquidité bancaire qui a enregistré une hausse à 1.500 milliards de dinars à la date du 6 mars courant, selon le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Rostom Fadli.

Par ailleurs, beaucoup reste à faire pour se remettre définitivement de l'impact initial de la pandémie et de la crise pétrolière, mais aussi des conséquences indirectes de la guerre en Ukraine.

Les autorités doivent aussi mesurer l'impact de la décision d'interdiction d'exporter les produits de large consommation sur les producteurs, également exportateurs.

Cette interdiction touche également sévèrement les pays importateurs à l'instar du Liban qui importe le sucre de l'Algérie.

Samira Takharboucht

ENERGIE

Embargo sur le pétrole et gaz russes

Les prix du pétrole s'enflamment

Les prix du pétrole ont rebondi de plus de 6%, hier lundi, soutenus par le regain des tensions au Moyen-Orient et l'échec des négociations entre la Russie et l'Ukraine. Le baril de Brent a grimpé à 114 dollars à la clôture de la séance de lundi, tandis que le baril du pétrole américain WTI a bondi à 111 dollars, reprenant ainsi leur plus haut niveau depuis 2014. Avec toutes ces tensions, les prix de l'or noir risquent de grimper plus dans les jours à venir si l'Union européenne décide de prendre des sanctions supplémentaires à l'encontre de la Russie, y compris contre son secteur énergétique. Cette décision aura un impact immédiat sur les cours du pétrole et du gaz, mais aussi sur l'offre mondiale très limitée.

Un double choc que les pays européens premiers consommateurs de gaz (46%) et pétrole (8%) russes ne pourront absorber et compenser par la production américaine ou brésilienne. De leur côté, les pays du Golfe (Qatar et l'Arabie saoudite ainsi que le Koweït) et de l'Afrique du Nord (Algérie et la Libye) ne semblent pas disposer des capacités de production nécessaires pour répondre aux besoins du marché européen. Avant-hier, l'Arabie saoudite, premier exportateur de brut au monde, a annoncé la baisse de sa production en raison des attaques des rebelles du Yémen voisin contre ses installations pétrolières. Mettant ainsi en garde contre un choc de demande qui bouleversera le marché mondial de l'énergie qui se répercutera sur la consommation des ménages et des entreprises qui n'ont pas encore trouvé d'alternative au gaz russe.

«La guerre en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient exacerbent un déséquilibre existant entre l'offre et la demande sur le marché» a indiqué Victoria Scholar, analyste chez Interactive Investor, repris par le site d'information spécialisé Leprixdubairil.com. Un avis que partage Stephen Innes de SPI Asset Management repris par la même source et qui a affirmé que «la possibilité de sanctions supplémentaires contre la Russie, déjà appliquées par les acheteurs occidentaux constitue un risque colossal et pourrait encore doper les cours». Tendues, les investisseurs redoutent l'effondrement des places boursières face à un choc de demande négative et massive qui risque de provoquer un coup d'arrêt brutal des activités industrielles ainsi que la colère des populations. La question des sanctions contre le secteur de l'énergie russe divise. Les 27 pays membres de l'UE n'arrivent pas à s'entendre sur la question, toutefois, les pays réticents risquent de céder sous les pressions américaine et norvégienne qui leur proposent de compenser les importations russes. Ce qui est impossible. La Norvège n'a pas les capacités de production requises et les Etats-Unis veulent vendre leurs stocks de gaz de schiste. C'est l'occasion ou jamais de se débarrasser de cette énergie tant controversée.

Samira Tk

Relance de l'investissement productif

Les investisseurs nationaux invités à venir s'installer dans les régions de l'intérieur

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a invité, avant-hier dimanche, à partir de Médéa, les investisseurs nationaux à venir s'installer dans les régions de l'intérieur du pays.

« Contrairement aux wilayas du Centre, dont le tissu industriel est déjà saturé, outre la possibilité d'évoluer dans un milieu favorable pour le développement de projets d'investissement, les régions intérieures du pays offrent plus d'attractivité, en termes de disponibilité du foncier industriel », a-t-il indiqué.

S'exprimant en marge de la visite qu'il a effectué à l'usine de fabrication de filtres industriels pour turbine à gaz, sise à Draa-Smar, à l'Ouest de Médéa, et le complexe de pompes et de vannerie (Poval), de Berrouaghia, le ministre de l'Industrie a, à l'occasion, insisté sur la nécessité d'optimiser le potentiel industriel que représente cette unité industrielle, mais également le complexe de pompes et de vannerie (Poval), de Berrouaghia, pour réduire notre dépendance aux marchés extérieurs.

Evoquant la démarche de levée des obstacles sur l'investissement productif, initiée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'hôte de la wilaya de

Médéa, accompagné du ministre de l'Energie et des Mines a fait état du déblocage d'un millier de projets d'investissement, en souffrance, pour diverses raisons, à travers l'ensemble du territoire national, au cours des trois derniers mois.

« Les engagements du président de la République à relancer l'investissement productif et impulser une nouvelle dynamique à l'économie nationale se sont traduits par la levée de réserves et de contraintes sur un nombre important de dossiers en suspens », a fait savoir Ahmed Zeghdar.

Révélant que pas moins de mille dossiers de projets ont été régularisés dont 600 ont obtenu l'autorisation d'exploitation, parmi lesquels 400 projets sont entrés déjà en phase de production, générant, à ce jour, près de 26.000 emplois directs, le ministre a salué, le rythme de levée des obstacles sur les projets d'investissements en suspens.

Annonçant, à l'occasion, la levée d'obstacles pour 25 projets sur les 37 en souffrance recensés dans la wilaya et la récupération de 181 ha de foncier industriel inexploité en attendant d'autres projets qui nécessitent l'intervention du Comité national institué à cet effet. Aussi, a-t-il appelé à intensifier les investissements dans cette wilaya en parti-

culier dans les industries manufacturières et à augmenter le nombre de petites et moyennes entreprises, qui est encore un petit nombre par rapport à d'autres wilayas. Mettant en avant le grand potentiel que la wilaya de Médéa possède en matière de main-d'œuvre qualifiée et la disponibilité du foncier industriel.

« Les wilayas du Nord connaissent une saturation en matière d'investissement », a-t-il dit, assurant que la wilaya de Médéa peut constituer un pôle pour l'investissement productif.

Pour le ministre, le moment est venu pour s'orienter, résolument, vers l'industrie agro-alimentaire en priorité.

Faisant remarquer que le prochain défi est d'atteindre la sécurité alimentaire, surtout que les qualifications existent, en particulier dans les wilayas à vocation agricole telles que Médéa.

Une wilaya connue pour son tissu industriel, notamment s'agissant de l'industrie manufacturière, avec pas moins de 6.452 petites et moyennes entreprises qui activent dans les domaines des services, du commerce, de la construction, des travaux publics et des industries manufacturières.

Rabah M.

INFO EXPRESS

**Laghouat
Trois morts et un blessé dans un accident de la circulation**

Trois personnes ont perdu la vie et une quatrième a été blessée dans un accident de circulation survenu dimanche sur le chemin de wilaya CW-231, reliant les communes de Tadjemout et Aïn-Madhi (Laghouat), selon un communiqué de la Protection civile. Une collision entre deux véhicules utilitaires et un autre touristique, au niveau du point kilométrique PK-26, a causé la mort de trois personnes (31 à 58 ans), dont les corps ont été déposés à la morgue de la polyclinique de Tadjemout. Le blessé (28 ans) a, lui, été évacué à l'établissement public hospitalier Hmida-Benadjila à Laghouat, a précisé la source. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce tragique accident. ■

**Mila
Caravane médicale dans les zones d'ombre de Tessala Lemtaï**

Une caravane médicale a été lancée, samedi, dans la commune de Tessala Lemtaï (Mila), dans le but de fournir des soins médicaux au profit de la population de plusieurs zones d'ombre relevant de cette collectivité locale. La caravane, dont le coup d'envoi a été donné par les autorités de la wilaya dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire de la fête de la Victoire, compte plus de 75 personnes, dont des médecins, des dentistes et des paramédicaux en vue d'offrir divers services de santé aux habitants des zones éloignées relevant de la commune de Tessala Lemtaï, a indiqué Mohamed Ouadjih Benkara, coordinateur de wilaya de l'association «L'élite nationale des sciences médicales», organisatrice de cette initiative. «Des examens médicaux seront effectués, notamment pour les diabétiques et les personnes atteintes de maladies chroniques et des soins seront prodigués en cas de nécessité, en plus de la distribution de certains médicaments et la réalisation d'exams médicaux et de chirurgie dentaire», a-t-il souligné. Il est prévu aussi, a ajouté la même source, l'organisation d'actions de sensibilisation au sujet de maladies menaçant la santé publique avec la présentation de conseils de prévention. L'opération, a fait savoir le même responsable, est la cinquième du genre ayant ciblé la population des zones d'ombre, et ce, à l'initiative du bureau local de l'association «L'élite nationale des sciences médicales». ■

Automobile

LG renforce son leadership dans la connectivité des véhicules 5G

LG Electronics (LG) continue de faire monter les enchères sur le marché de la connectivité automobile avec des accords récents pour fournir des solutions télématiques 5G aux constructeurs automobiles européens haut de gamme. Déjà un acteur établi dans le domaine de la télématique, un domaine qui combine plusieurs disciplines, dont les technologies des télécommunications et des pièces automobiles, la société LG Vehicle Components Solutions (VS) a prouvé qu'elle possédait le savoir-faire technologique et l'expérience nécessaires pour diriger l'industrie automobile à l'ère de la 5G.



Selon le cabinet d'études de marché Strategy Analytics, d'ici 2026, environ 67 millions de nouveaux véhicules dans le monde seront équipés de capacités télématiques. Les modules de communication télématique 5G, introduits seulement l'année dernière, devraient représenter plus de 25% du marché total de la télématique automobile d'ici 2026. Grâce à ses technologies de base hautement évoluées et de grande envergure, LG a déjà obtenu un avantage concurrentiel dans les normes 5G, représentant environ 10% des approbations de brevets

standard 5G dans le monde et se classant au deuxième rang mondial. Des systèmes de véhicule à tout (V2X) aux progiciels matériels et logiciels intégrés et aux passerelles de communication embarquées, les innovations télématiques 5G de pointe de LG offrent un nouveau niveau de connectivité et de sécurité sur la route. Composant essentiel des véhicules autonomes, le V2X permet aux véhicules de communiquer en temps réel avec les autres véhicules, les piétons à proximité et les infrastructures pour créer un environnement plus sûr pour tous. Approchant rapidement le seuil du niveau 4 de la Society of Autonomous Engineer dans lequel les véhi-

cules autonomes ne nécessitent plus d'interaction humaine pour fonctionner, la technologie 5G-V2X de LG offre des vitesses de transmission de données de véhicule plus constantes. Des communications plus rapides et plus stables signifient que les véhicules peuvent reconnaître et réagir instantanément à une variété de conditions routières et de situations de conduite, tandis que la technologie de positionnement de haute précision, connue sous le nom de Advanced Global Navigation Satellite System, peut localiser l'emplacement exact d'un véhicule à moins de 40 centimètres même lors de déplacements à grande vitesse.

Banques

La BNA lance la carte CIB prépayée

La Banque nationale d'Algérie (BNA), a procédé au lancement «exclusif» de la carte interbancaire (CIB) prépayée, a annoncé lundi la banque dans un communiqué. «Cette carte interbancaire, destinée aux particuliers, est octroyée gratuitement aux clients de la Banque titulaires d'un compte chèque ou d'un compte épargne», a précisé la BNA, dans son communiqué, repris par l'agence APS. Ces derniers la rechargent par virement et la remettent à une tierce personne (à qui ils veulent), explique la BNA. Elle permet à son

porteur d'effectuer des opérations de retrait et de paiement sur des fonds réservés au préalable à cet effet. Selon la BNA, le titulaire du compte principal peut octroyer plusieurs cartes prépayées à différentes personnes. Cependant, il ne peut octroyer plus d'une carte pour le même porteur. Elle indique également que la carte CIB prépayée permet d'effectuer différentes opérations bancaires, à savoir les paiements via les terminaux de paiement électroniques (T.P.E), les paiements sur internet pour les web-marchands adhérents

au réseau monétique interbancaire, les retraits d'espèces sur les distributeurs automatique de billets (DAB) connectés au réseau monétique interbancaire et les guichets automatique de la BNA (GAB), connectés au réseau monétique interbancaire et les guichets automatique de la BNA (GAB). Cette carte permet également les consultations de solde du compte «Prepaid» via DAB et GAB et les consultations des dix dernières opérations monétiques du compte «Prepaid» via DAB et GAB, selon la BNA. ■

Enseignement supérieur

Benziane en visite en Tunisie pour «renforcer la coopération scientifique et universitaire entre les deux pays»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, effectuée de dimanche une visite de deux jours en Tunisie, en vue de «renforcer la coopération scientifique et universitaire entre les deux pays», indique un communiqué du ministère. «A l'invitation de son homologue tunisien, le P^r Moncef Boukhtir, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le P^r Abdelbaki Benziane, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, effectuera à compter d'aujourd'hui dimanche 20 mars 2022, une visite officielle de deux jours en Tunisie, à la tête d'une

importante délégation composée de hauts fonctionnaires de son département ministériel et de chefs d'établissements universitaires», précise la même source. Au cours de cette visite, M. Benziane aura des entretiens avec son homologue tunisien, en vue d'étudier les voies et moyens de renforcer la coopération scientifique et universitaire algéro-tunisienne. Il co-présidera, avec le ministre tunisien, le lancement des travaux de la conférence algéro-tunisienne des universités et l'enceinte de coopération frontalière 5+5 pour asseoir une nouvelle vision de la coopération, précise la même source, ajoutant qu'il procédera au lancement

des 25 projets de recherche et de 6 laboratoires d'excellence, sélectionnés par le Comité mixte scientifique algéro-tunisien. Outre la visite d'institutions tunisiennes, une rencontre est prévue entre M. Benziane et le directeur général de l'Alecco, M. Mohamed Ould Amar, avec lequel il procédera à la signature d'une «convention de coopération entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences à l'effet de donner une nouvelle impulsion entre les deux parties». ■

INFO EXPRESS

**Pharmaceutique
Développer les essais cliniques pour rationaliser la facture des médicaments**

Le développement des essais cliniques, notamment ceux dits «de vie réelle» sont nécessaires pour la rationalisation de la facture des médicaments en Algérie, ont convenu avant-hier à Alger plusieurs responsables et professionnels du secteur. Interrogés en marge des premières Journées internationales sur l'évaluation des technologies de santé, plusieurs responsables du secteur de l'industrie pharmaceutique se sont accordés sur l'intérêt de développement des essais cliniques «de vie réelle», menés après l'enregistrement du médicament, «afin de concilier le paramètre clinique et le paramètre économique». Pour le sous-directeur de l'évaluation économique au ministère de l'Industrie pharmaceutique, Redha Belkacemi, ces études cliniques permettent d'obtenir les données réelles sur la population algérienne, «pour pouvoir ainsi définir pour chaque traitement son coût et son efficacité en termes de rémission, d'années de vie gagnées ou d'effets secondaires évités». En comparant plusieurs protocoles de traitement différents via ces essais, il sera possible de choisir le meilleur, c'est-à-dire, le protocole le plus efficace au moindre coût, explique M. Belkacemi. «Cela permet d'économiser la facture du médicament et de dispenser de médicaments plus efficaces à la population», résume-t-il, ajoutant que des textes réglementaires ont été transmis, dans ce cadre, au gouvernement pour promouvoir ces essais cliniques afin de parvenir à un meilleur accès aux traitements innovants pour les patients algériens. Pour sa part, la sous-directrice de la promotion des études cliniques et de la recherche pharmaceutique au niveau du ministère, Leila Adda Abbou, a fait savoir que ces essais englobent des études de pharmacovigilance, de pharmacopidémologie et de pharmaco-économie. Elles sont menées à grande échelle sur une population variée prenant ainsi en considération ses différentes composantes, notamment génétique, socio-culturelle et diététique, indique-t-elle. ■

La conseillère du Président sahraoui déclare :

«L'Espagne a commis sa troisième trahison»

Suite à la décision unilatérale du Président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, de rallier le colonisateur marocain au détriment du Sahara occidental, la conseillère du Président sahraoui, Al-Nana Labat al-Rachid, a déclaré avant-hier que l'Espagne a trahi, ainsi, à trois reprises la cause sahraouie dans l'histoire.

La conseillère du Président sahraoui, Al-Nana Labat al-Rachid, a affirmé avant-hier que la cause sahraouie est une cause juste fondée sur la légitimité internationale et que les cajoleries du Premier ministre espagnol Pedro Sanchez et sa position unilatérale dans laquelle il a été soumis au chantage du Makhzen, ne serviront en rien le régime d'occupation marocain. Concernant la position exprimée vendredi par le gouvernement espagnol dans la lettre envoyée par son Président Pedro Sanchez au roi du Maroc, appuyant la soi-disant «proposition d'autonomie» au Sahara Occidental, M^{me} Labat al-Rachid a indiqué dans une déclaration à l'APS que le gouverne-



■ Revirement de position de l'Espagne sur la question du Sahara Occidental.

ment espagnol soutient la proposition de Rabat «en raison du chantage marocain et de sa menace constante d'inonder Madrid d'immigrants illégaux». «La reddition de l'Espagne, au régime marocain, intervient dans un contexte international qui ne permet pas de telles concessions, mais il semble que le chantage marocain soit supérieur à la loi en Espagne», a-t-elle relevé. Dans ce contexte, la conseillère du Président sahraoui a évoqué «la trahison de l'ancien colonisateur espagnol du Sahara Occidental, qu'il a occupé pendant plus de 8 décennies, puis l'a remis à l'occupation marocaine à travers un accord odieux». A cet égard, a-t-elle ajouté, «il n'y a rien de nouveau dans le message envoyé par Sanchez au roi du Maroc, car l'Espagne a trahi

le Sahara Occidental avec les Accords de Madrid, et a permis à l'occupation marocaine d'envahir le Sahara Occidental en échange de son silence sur Ceuta et Melilla, et continue d'avoir sa part d'exploitation des ressources naturelles». «La nouveauté dans ce message est que l'Espagne a dit cette fois publiquement à son allié le Maroc ce qu'elle disait dans des cercles restreints sur son soutien au projet mort-né», a dit M^{me} Labat al-Rachid, estimant que ce qui s'est passé est un autre accord dans lequel le régime d'occupation marocain a négocié avec le Royaume d'Espagne le dossier de l'immigration clandestine, Ceuta et Melilla, en échange de sa reconnaissance publique de la soi-disant «proposition d'autonomie». La responsable a ajouté

que le message de Sanchez aura le même sort que le tweet obsolète de l'ancien Président américain Donald Trump dans lequel il a acheté la normalisation marocaine avec l'entité sioniste. Dans ce contexte, elle a évoqué la division de la scène politique espagnole sur la «position unilatérale» du Premier ministre espagnol, et n'a pas exclu que ce dernier se présente devant le Parlement pour «rendre des comptes». En dernier, elle a souligné que la lettre du Premier ministre espagnol au roi du Maroc ne changera pas le statut juridique du Sahara Occidental qui attend sa décolonisation, et que ce message ne portera pas atteinte à la volonté des Sahraouis de construire leur Etat indépendant sur toutes leurs terres occupées.

Des conditions «difficiles» dans les prisons sionistes

Le cri de détresse des 31 prisonnières palestiniennes

Trente-et-une femmes palestiniennes, dont une fillette se trouvent actuellement dans des prisons sionistes, et souffrent de conditions de détention «difficiles», a dénoncé avant-hier le Club du prisonnier palestinien. L'administration pénitentiaire de l'occupation sioniste prive les enfants des prisonnières de visites ou de contacts directs (...) a déploré le Club, dans un rapport publié à l'occasion de la fête des mères, célébrée le 21 mars de chaque année, repris par l'agence palestinienne de presse Wafa. Ces femmes souffrent de conditions de détention «difficiles», notamment de négligence médicale. Elles sont également privées du droit à l'enseignement et de visites familiales. Selon Wafa, les prisonnières palestiniennes sont placées à l'isolement cellulaire, ou encore placées dans des cellules surpeuplées. Les autorités pénitentiaires répondent rarement aux besoins personnels en matière de santé et d'hygiène, même dans les cas de détention de femmes enceintes. De plus, la majorité d'entre elles, sont soumises à une forme de torture psychologique et de mauvais traitements tout au long du processus d'arrestation et de détention, y compris diverses formes de vio-

lences, d'insultes, et de menaces, a ajouté l'agence de presse. Ces techniques de torture et de mauvais traitements sont utilisées non seulement pour intimider les femmes palestiniennes détenues, mais aussi comme outils pour humilier les Palestiniennes et les contraindre à faire des aveux, ajoute la même source. Parmi ces femmes, dix sont des mères de familles, incarcérées dans les geôles de l'occupation, et privées de leurs enfants. Shurooq Al-Badan est condamnée à la détention administrative, une procédure qui permet à l'armée sioniste de détenir une personne pour une période de six mois maximum, renouvelables de manière indéfinie, sans inculpation ni procès. D'autres détenues souffrent de négligence médicale, à l'exemple de Israa Riyadh Jamil Jaabis (37 ans) qui présente des brûlures au niveau de son corps (60%). Elle a été arrêtée le 11 octobre 2015, après que les soldats de l'occupation ont ouvert le feu sur son véhicule, ce qui avait provoqué l'explosion du cylindre de gaz dans sa voiture. Selon Wafa, elle a perdu huit doigts, et souffre de distorsions au visage et au dos, et a besoin de subir plusieurs opérations chirurgicales. ■

Ils ont exigé des explications du revirement sur le Sahara occidental

Onze partis politiques s'opposent à Sanchez

Onze blocs parlementaires espagnols ont pris la décision de déposer, à la Chambre des représentants (Parlement), une demande de comparution du Premier ministre espagnol Pedro Sanchez pour s'expliquer sur le changement dans la position de Madrid concernant le conflit au Sahara Occidental, ont rapporté avant-hier les médias espagnols. Les partis EH Bildu, ERC, CUP, BNG, PNV, Junts, Pdecat, Mas Pais, Compromís, Nueva Canarias et Coalición Canaria «demandent à Sanchez une explication suite à sa décision annoncée récemment sur le dossier sahraoui dans laquelle il exprime son soutien à la proposition du Maroc de 2007 concernant ce qu'il appelle l'autonomie alors que Madrid affichait, depuis des décennies, une position de neutralité» à l'égard du conflit au Sahara Occidental.

Dans ce contexte, le secrétaire d'Etat à l'Agenda 2030, Enrique Santiago, a souligné que «le gouvernement espagnol ne peut soutenir aucune action contraire aux décisions des Nations unies sur le processus de décolonisation du Sahara Occidental». De leur côté, la dirigeante d'«En Comu Podem», Jessica Albiach et la porte-parole de l'ERC, Marta Vilalta ont défendu l'autodétermination du peuple sahraoui, tandis que le candidat à la présidence

du Parti populaire, Alberto Nunez Figo, a mis en garde contre le «préjudice» de cette «déviation» du gouvernement, concernant son revirement sur le Sahara Occidental. Dans un communiqué, Coalición Canaria a exigé que Sanchez «explique au plus vite» la raison de son passage de l'exigence d'une «solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, dans le cadre des Nations unies» à l'acceptation de ce qui est appelé «plan d'autonomie», défendu par le Royaume du Maroc. La coalition a estimé que Sanchez avait tourné le dos à toutes les forces politiques sur une question sensible après avoir envoyé une lettre au roi du Maroc qui contredit ce que défendait le pouvoir exécutif, ajoutant : «Nous ne comprenons pas comment le gouvernement dit quelque chose en public et défend le contraire dans une lettre dont nous n'avons pas pris note, sauf par une fuite de la famille royale», et que la coalition considère comme «un problème très grave qui nécessite des explications urgentes de la part du chef du gouvernement espagnol». Quant au bloc «Mas Pais», les députés Inigo Errejon et Ines Sabansen s'interrogeront des motivations du gouvernement pour l'abandon des résolutions de l'ONU, s'enquérant des garanties que les autorités espagnoles

fourniront pour assurer la sécurité du peuple sahraoui. Même Nueva Canarias, un parti assez proche du Parti socialiste espagnol de Pedro Sanchez, a affiché «le rejet le plus absolu» de la décision de ce dernier sur la question sahraouie. Roman Rodriguez, président de Nueva Canarias, a souligné que cette décision «est contraire au droit international et aux résolutions des Nations unies». Selon les blocs espagnols, le gouvernement espagnol a toujours défendu la nécessité «d'une solution politique acceptable pour les deux parties au conflit, c'est-à-dire le Maroc et le Front Polisario, dans les paramètres définis par les Nations unies», notant qu'en ce sens, il «a soutenu les efforts du nouvel envoyé des Nations unies pour le Sahara Occidental, Staffan de Mistura, pour parvenir à un accord». Le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdullah Arabi, a exprimé son «étonnement» face à cette décision, estimant que Sanchez «a succombé aux pressions et au chantage» du Maroc dans le but de reprendre les relations politiques et diplomatiques à l'agonie entre les deux pays, ajoutant que «le gouvernement espagnol essaie continuellement de plaire au Maroc depuis des années, et joue avec une sorte d'ambiguïté dans le dossier du Sahara Occidental». ■

Mali

Six morts dans l'explosion d'une mine

Six personnes ont été tuées, samedi passé, dans l'explosion d'un bus de transport en commun qui a heurté un engin explosif improvisé dans le centre du Mali, ont indiqué des sources concordantes. «Un de nos bus de transport (heurté) une mine samedi. Malheureusement, nous dé-

plorons six morts, tous des hommes, ainsi que des blessés graves et légers, admis à l'hôpital Sominé Dolo de Sévaré», a déclaré Madou Coulibaly, un responsable de Nour Transport Voyageur. Le directeur de l'Hôpital Sominé Dolo de Sévaré a indiqué avoir reçu au moins 8 blessés. ■

Bangladesh

Quatre corps retrouvés après le naufrage d'un ferry

Au moins quatre corps ont été retrouvés avant-hier après le naufrage d'un ferry dans la rivière Shitalakkhya à Narayanganj, à la périphérie de la capitale bangladaise Dacca, rapportent des médias locaux. Un responsable de la police locale, Moniruzzaman, cité par des médias, a indiqué que «les corps de trois femmes et d'un homme ont été retrouvés jusqu'à présent». Selon le responsable,

le ferry qui transportait au moins 25 passagers, a coulé dans la rivière après avoir été heurté par un navire de marchandises vers 14h15, heure locale. Certains des passagers ont pu nager jusqu'à la rive après l'incident mais d'autres sont toujours portés disparus, a déclaré de son côté, le directeur adjoint de l'Autorité bangladaise du transport par voies navigables (BIWTA) à Narayanganj, Babu Lal Baidya. ■

contribution

Face à la crise ukrainienne

Quelles perspectives pour le cours du pétrole/gaz, la sécurité alimentaire et la coopération Algérie-Europe dans le domaine énergétique ?

Avec l'impact de la crise du coronavirus et récemment avec la crise ukrainienne, plus jamais le monde ne sera comme avant préfigurant d'importantes mutations dans les relations internationales, sécuritaires, politiques et économiques. L'embargo décidé par le Président américain, dont les USA qui ne dépendent pas de l'énergie russe étant devenus autonome grâce au pétrole/gaz de schiste, et exportateur, surtout la position mesurée des pays de l'Union européenne des 27 lors de la dernière rencontre à Versailles à Paris, le 10 mars 2022 fortement dépendants du gaz russe, surtout l'Allemagne et l'assurance de la Russie de continuer à approvisionner l'Europe, a fait que le cours du gaz a perdu 50% depuis son sommet atteint le 7 mars 2022 à 345 mégawattheure, ayant reculé depuis le 11 mars 2022, de 18,09% à 175,75 euros le mégawattheure mais reste en hausse de 147% depuis début janvier 2022. Idem avec une accalmie du cours du pétrole qui a été coté le 13 mars 2022 12h GMT, à 112,42 dollars pour le Brent et pour le Wit 109,20 dollars, alors que certains prévoient rapidement un cours à 200 dollars. Et actuellement aucun expert ne peut prédire l'évolution des cours, étant fonction des facteurs déterminants de la géopolitique. Mais à terme, se dessine une autre stratégie, à moyen terme l'accélération de la transition énergétique et à court terme, le paradoxe de se tourner vers d'autres pays pour leur approvisionnements, les ennemis d'hier, sous la pression de la conjoncture, les émissaires américains envoyés au Venezuela premier réservoir de pétrole brut au monde, 266 milliards de barils (certes un pétrole lourd) et l'accélération des négociations avec l'Iran, deuxième réservoir mondial de gaz 35 000 milliards de mètres cubes gazeux après la Russie 45 000, qui est disposé selon son ministre de l'Energie à augmenter sa production également de pétrole avec environ 55 milliards de barils de réserve de pétrole, tout en faisant pression sur les pays l'OPEP dont l'Arabie Saoudite 267 milliards de barils de pétrole de réserve, les Emirats 98 milliards de barils de pétrole de réserve, ce dernier ayant annoncé son intention d'accroître sa production.

N'oublions pas les négociations en cours avec le Qatar 15 000 milliards de mètres cubes gazeux de réserve, le Nigeria 5 500 milliards de réserves de gaz, la Libye 42 milliards de barils de pétrole et 1 500 milliards de mètres cubes de gaz, l'Algérie plus de 10 milliards de barils de pétrole et 2 500 milliards de mètres cubes, pour le gaz. Cette présente contribution est une synthèse de l'analyse développée dans un long débat interviewé par le PDG de Beur/FM Paris, que vous pouvez écouter le 13/9/2022 de 17h à 18h, posant cette question : quels impacts la crise ukrainienne sur le cours du pétrole/gaz, sur la sécurité alimentaire et des relations entre l'Algérie et l'Europe tant dans le domaine géostratégique qu'énergétique ?

1.- Nous sommes à l'ère de la mondialisation et durant cette conjoncture particulière de la crise avec l'Ukraine, l'Europe est dépendante de plus de 26% pour le pétrole et plus de 40% de la consommation de gaz. Les exportations énergétiques représentent la moitié des exportations de matières premières et pour 2021, la moitié des exportations énergétiques russes sont dirigées vers l'Union européenne, soit environ 125 milliards de dollars et 8,5% du PIB russe et les exportations de pétrole vers l'Union européenne représentent plus de 100 milliards de dollars pour la Russie, soit environ 7% du PIB. La Russie avec une population de 144 millions d'habitants et un PIB de 1 473 Md USD en 2020, la 11^e économie mondiale, contribue à plus de 12% de la production mondiale étant le troisième producteur mondial d'aluminium, un des plus gros producteurs de nickel au monde, le troisième derrière l'Indonésie et les Philippines et du côté aluminium, selon le World Bureau of Metal Statistics. Plus précisément le flux des échanges commerciaux entre la Russie et le reste du monde pour les importations, les principaux partenaires pour les importations sont l'Union européenne 34%, la Chine 23%, Biélorussie 5%, USA 6%, Turquie 2%, la Corée du Sud 3% et autres pays 27%. Plus précisément, pour les partenaires en matière d'exportation, nous avons l'Union européenne 38%, dont plus de 40% pour l'énergie, la Chine 14%, Biélorussie 5%, USA 3%, Turquie 5%, la Corée du Sud 4% et autres 31%. Bien que le rouble a été dévalué de plus de 40% en un mois, ce qui a des incidences sur le taux d'inflation, la Russie a des réserves de change au 1^{er} janvier 2022 de 630 milliards de dollars dont 2 200 tonnes d'or.

Les incidences des sanctions économiques contre la Russie, par l'éviction du système SWIFT et le blocage du système de messagerie interbancaire, imposée par les pays occidentaux, bien que certaines banques continuent dans les transactions pour le gaz sous pression de l'Allemagne fortement dépendante du gaz russe, bouleverse l'architecture des relations financières internationales, ayant un impact négatif sur l'économie russe, mais parallèlement,



sur l'économie mondiale, ce qui a conduit la Russie à étudier des alternatives vers le système de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS) ; qui a été développé par la Chine en 2015, où les relations commerciales de Pékin et de Moscou étant régies à 17,5% par le yuan, le système de paiement CIPS étant principalement utilisé pour régler les crédits internationaux en yuan et les échanges liés à l'initiative «Belt and Road», agissant comme un système alternatif au traditionnel Swift créé en 1973, bien qu'il n'en soit pas encore totalement indépendant. Quant à l'impact de tensions en Ukraine sur la crise alimentaire, pour les produits alimentaires 30% des exportations mondiales proviennent de l'Ukraine et la Russie, le prix du blé ayant doublé par deux et risque d'être multiplié par trois. La tonne de maïs, sur l'échéance rapprochée d'une livraison en mars, se cotait le 3 mars 2022 à 280 euros pour remonter le 4 mars à 290 euros. Concernant le blé, celui-ci a atteint jeudi 316 euros le 3 mars, si la crise devait durer selon certains experts, il pourrait atteindre entre 450/500 euros, il en est de même pour les prix du tournesol, les deux pays représentant près de 80% des exportations mondiales d'huile de tournesol. Ainsi, les cours du colza progressent très nettement dans le sillage des autres huiles, selon le cabinet Agritel, l'huile de palme était de 500 ringgit, à 6 458 ringgit la tonne, sur l'échéance de mai 2022.

L'impact la crise alimentaire mondiale serait plus dramatique sur les pays importateurs de produits alimentaires pas seulement l'Algérie et l'Egypte, et les plus vulnérables n'ayant pas les moyens de financement comme la Tunisie, le Liban et les pays d'Afrique subsaharienne qui sont les plus vulnérables. Par ailleurs, des pays peu diversifiés dépendants des hydrocarbures pour leur exportations, important massivement les denrées alimentaires des biens d'équipements et matières premières, ce qu'ils gagnent d'un côté, ils le perdent de l'autre avec la hausse de ces prix, les impacts seront négatifs. Sans une solution rapide,

l'économie mondiale risque de connaître une récession pire que celle de l'impact du coronavirus et la crise de 2008, avec une poussée inflationniste et du chômage au niveau mondial ce qu'on qualifie de stagflation (voir nos contributions nationales et internationales sur la flambée du prix du pétrole et des denrées alimentaires) (www.google.com mars 2022). Le risque est l'accroissement d'accroître certes une récession de l'économie russe mais de vives tensions en Europe avec l'envolée du processus inflationniste, plus de 5% avec l'augmentation de la dette publique qui est passée antérieurement du fait de l'épidémie du coronavirus, d'environ 70% du PIB en 2007 à 124% du PIB en 2020 et au niveau mondial selon le FMI pour 2020, la dette globale ayant atteint un montant de 226 000 milliards de dollars pour atteindre 256% du PIB mondial.

Les expériences historiques récentes montrent qu'un prix du pétrole au-dessus de 100 dollars entraîne à terme, avec une économie mondiale toujours fragile, des répercussions négatives sur la Chine locomotive de l'économie mondiale dont la majorité de ses exportations sont dirigées vers les USA et l'Europe, les relations Chine /Russie pour l'instant étant encore marginales, avec ce risque d'avoir à nouveau un prix en dessous de 50 dollars, en 2023/2024 en cas de récession de l'économie mondiale, le prix d'équilibre se situant entre 70/80 dollars (notre interview Radio Algérie Internationale 08/03/2022).

2.-Face à ces tensions l'Algérie, important acteur pour la sécurité de la région et acteur énergétique, est sollicitée à la fois contre le terrorisme et pour couvrir le déficit énergétique, mais ayant adopté une position de neutralité, ayant des relations avec les USA, l'Europe, la Russie et la Chine, prônant le dialogue et le respect du droit international.

**Professeur des universités
Expert international
D' Abderrahmane
(A suivre...)**

INFO EXPRESS

Oum El-Bouaghi Plus de 62 milliards de centimes pour les nécessiteux

En prévision du mois sacré de Ramadhan, la wilaya d'Oum El Bouaghi a consacré une enveloppe financière de plus de 62 milliards de centimes. Cette opération est initiée dans le cadre de l'opération solidarité Ramadhan 2022 par les 29 communes avec une contribution de 26,9 milliards de centimes, la direction de l'action sociale 3,1 milliards de centimes, entreprises d'industries 950 millions de centimes, groupe de télécommunication 180 millions de centimes, la wilaya 3 milliards de centimes, et le reste à la charge du ministère des collectivités locales (plus de 28 milliards de centimes), à l'effet d'aider les familles nécessiteuses des 29 communes que compte la wilaya. C'est ce qu'a indiqué le DAL avec qui nous avons pris attache ce dimanche (20/3/2022). L'opération concerne 56 849 familles démunies, chacune bénéficiera de 10 000 DA sous forme de chèque. De son côté, le directeur des affaires sociales M. Bouaïlague a souligné qu'il est prévu la mise en place de 12 restaurants du cœur (EL-IFTAR) dans les grands centres urbains de la wilaya d'Oum El Bouaghi. Durant tout le mois de Ramadhan, ces structures serviront des repas chauds pour les familles nécessiteuses, les travailleurs loin de leurs foyers respectifs et les voyageurs avec respect du protocole sanitaire. Enfin, il est à noter que l'opération de remise des chèques au profit des familles concernées débutera deux jours avant le mois de Ramadhan au niveau des communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi.

A.Remache

Oran Une soixantaine d'exposants attendus au salon de l'étudiant "Khotwa"

Une soixantaine d'exposants prendront part à la 10ème édition du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives "Khotwa" prévue à partir d'aujourd'hui et demain respectivement les 22 et 23 mars courant à l'Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed, selon des organisateurs. Cette édition, a-t-on indiqué, "marquera le nouveau départ de ce grand événement d'orientation et de formation permettant aux étudiants visiteurs d'être en contact direct avec les universités et les écoles supérieures et nationales et de formation dans le but de contribuer à une orientation plus précise et efficace de l'étudiant". Le salon, organisé par "Win advents agency" permettra aux étudiants également de mieux connaître les choix d'études supérieures, les formations disponibles, mais aussi les modalités d'accompagnement dans l'élaboration d'un projet d'études, et de les aider à construire un parcours professionnel. Outre l'étape d'Oran, Des universités, des écoles supérieures et nationales, des instituts des wilayas dans l'Ouest du pays, des centres de formations professionnels, des agences de l'emploi, ainsi que des organismes d'aide et de développement de l'entrepreneuriat seront au rendez-vous de cette édition, ont souligné les organisateurs. Un riche programme d'activités accompagnera l'exposition avec des mini-cycles de formation et coaching gratuits offerts aux jeunes visiteurs, ainsi que des conférences et des ateliers dédiés à plusieurs thématiques et spécialités.

Festivités officielles du 19 mars célébrés à Relizane Le ministre des Moudjahidine inaugure et baptise deux édifices publics à Relizane

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit Laid Rebigua a présidé samedi passé l'inauguration et la dénomination de deux édifices publics dans la localité de Lahlef, le complexe sportif et la mise en service du réseau de gaz.

En marge de la célébration du 60ème anniversaire « La fête de la Victoire », célébrée le 19 mars de chaque année, coïncide avec le cessez-le-feu consécutif à la signature en 1962 des Accords d'Evian, qui ont acté l'indépendance de l'Algérie après 132 ans de colonisation de peuplement. Le ministre qui était accompagné des autorités locales, civiles et militaires a mis en service le réseau de gaz pour la localité de Had Chekala, et a inauguré une polyclinique baptisée au nom du défunt moudjahid Sekine Larbi et ce, en présence de représentants de la famille révolutionnaire. Le ministre s'est rendu au début de sa visite dans la wilaya, au cimetière de Bourokab, située dans les Monts de l'Ouarsenis, comprenant 1061 martyres, où étaient tombés les 1061 martyres. Une gerbe de fleurs a été déposée sur les lieux et la "Fatihah" du Livre saint lue à



la mémoire des chouhada de la Révolution libératrice. Au cheflieu de Relizane, Le ministre a inauguré un complexe sportif au niveau de l'université d'Ahmed Ben Bella de Relizane, baptisée au nom Ben Tarmoul Mohamed. Intervenant lors de cette visite historique organisée à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de la fête de la Victoire, M. Rebigua a assuré que l'Algérie nouvelle avançait aujourd'hui "serinement et tranquillement vers l'atteinte de l'objectif suprême de la volonté populaire en concrétisant les nobles significations de la démocratie constructive et efficace pour la création d'une société en mesure de compter sur elle-même pour poursuivre le message de victoire, de construction et de renouveau en fidélité

au serment de la patrie et des chouhada". "L'importance du 19 mars 1962 est enracinée dans la conscience de chaque Algérien et Algérienne, une date qui leur inspire un sentiment de fierté de la victoire de la volonté des enfants de l'Algérie dans la bataille de la libération puis la bataille des négociations. Le Jour de la Victoire restera à jamais une valeur historique et humaine immortelle dans l'histoire de notre nation", a déclaré le ministre qui a relevé l'importance, 60 ans après cette date, de réfléchir sur les acquis de cette victoire pour l'Algérie indépendante, telle que voulue par les chouhada de Novembre. Par ailleurs, un film documentaire a été projeté à l'assistance. Ont assisté à la conférence des responsables de l'Etat, des moudjahidine

et des universitaires, lesquels ont visualisé un documentaire qui a dépeint le processus des Accords d'Evian et les négociations menées par la délégation algérienne, avant d'assister à des communications scientifiques axées, d'une part, sur les négociations algéro-françaises, le rôle non aliéné de la Suisse qui a supervisé les pourparlers, le rôle de l'information dans le retentissement du statut de la guerre algérienne et, d'autre part, la consécration de la mémoire nationale. Par ailleurs lors de sa visite, le ministre a présidé la cérémonie de la remise des clefs des logements sociaux, des logements ruraux à travers l'ensemble des communes de Relizane.

N.Malik

Commerce à Relizane

Ruée des ménages sur la semoule, l'huile de table et les épices

A l'approche du mois de ramadan qui avance à grands pas et malgré la disponibilité des produits alimentaires sur le marché, on observe ces derniers jours, une ruée anormale sur la semoule et huile de table, chez certains consommateurs dans certaines wilayas, notamment la wilaya de Relizane. Selon un

commerçant du coin qui travaille dans une alimentation générale nous confie "Nous n'avons pas compris les raisons de cet affolement", s'exclame-t-il, insistant sur le fait que "l'approvisionnement du marché se fait le plus normalement du monde. Il n'y a aucune autre explication que l'hystérie qui a touché le

consommateur et peut-être la spéculation provoquée délibérément par certains commerçants". Pourtant l'huile de table et la semoule sont disponibles en grandes quantités sur les étagères.

Il faut dire que ce n'est pas la première fois que cette tension est signalée sur ces produits de

base, causant à chaque fois des perturbations dans sa distribution et une grande ruée sur les espaces de vente des grandes surfaces.

Le climat de panique, alimenté à chaque fois par des rumeurs en tous genres, est à l'origine de cette ruée.

N.Malik

Constantine

Des psychologues formés pour des malades atteints de Covid-19

Une bonne initiative à laquelle l'établissement public hospitalier (EPH) d'El Khroub relevant de la wilaya de Constantine Une session de formation sur les techniques de prise en charge des malades atteints de Covid-19 a été organisée au profit des psychologues de l'établissement public hospitalier (EPH) de la commune d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure de santé. Intitulée "Covid-19 et santé mentale", la formation qui a été organisée à la fin de la semaine dernière, s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de la Santé depuis l'apparition de cette pandémie,

visant à soutenir l'effort du personnel de santé, médical et paramédical, pour endiguer sa propagation, a déclaré à l'APS le directeur de cet établissement de santé, Nadir Tayeg. "Les thématiques ont porté sur l'explication du rôle du psychologue dans la prise en charge des patients contaminés par le coronavirus, notamment les malades chroniques, les femmes enceintes et les personnes âgées ayant des complications", a souligné le même responsable. Selon le même responsable, "les effets psychologiques du coronavirus observés dans la pratique quotidienne de cette catégorie de patients, les tests de troubles psy-

chologiques, les techniques et les moyens de prise en charge ainsi que les méthodes de communication avec les malades, figurent également parmi les thèmes débattus lors de cette rencontre". La formation, a-t-il poursuivi, a pour objectif aussi "le renforcement des capacités de cette frange de professionnels en tant que référents techniques en santé mentale et soutien psychosocial des malades souffrant du coronavirus et leurs familles, et ce, afin d'améliorer la qualité des soins". "Il s'agit d'une formation sur la prise en charge psychosociale relative à l'aide morale, en passant par l'information sur la détresse psycholo-

gique dans un contexte de Covid-19", a révélé de son côté, Latifa Nouri, psychologue, coordinatrice de cet établissement de santé et encadreur de cette formation. Elle a ajouté que la multiplication de ce genre d'initiatives, faisant partie également du programme de formation continue, est jugée "nécessaire" pour que les psychologues du centre de prise en charge des cas de Covid-19, puissent faire face aux différents types de comportements observés, à travers l'écoute et la prise en charge de la détresse psychologique des malades en particulier.

APS

Yémen

Larmes pour l'Ukraine et sanctions pour la Russie, bâillements pour le Yémen et armes à profusion pour les Saoudiens

La rapidité de la riposte occidentale à l'invasion de l'Ukraine par la Russie fait sourciller les Yéménites qui subissent une campagne acharnée de bombardements et un blocus terrestre, maritime et aérien mortel depuis 2 520 jours.

«Nous sommes brutalement bombardés tous les jours. Pourquoi donc l'Occident ne se soucie-t-il pas de nous comme de l'Ukraine ? !! ... Est-ce parce que nous ne sommes pas blonds aux yeux bleus comme les Ukrainiens ?» demande, les sourcils froncés, Ahmed Tamri, yéménite père de quatre enfants, constatant le déferlement du soutien international et de la couverture médiatique que suscite l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et l'absence d'une telle réaction à l'égard de la guerre au Yémen. Au cours du week-end, un membre de la famille Tamri a été tué et neuf autres ont été blessés lorsque la maison familiale a été prise pour cible par une frappe aérienne d'une coalition dirigée par l'Arabie Saoudite dans la région reculée de al-Saqf dans la province de Hajjah. M. Tamri affirme que al-Saqf est soumise à une campagne saoudienne de bombardements brutales depuis sept ans – bien plus, dit-il, que ce que toute l'Ukraine a subi depuis qu'elle a été envahie par la Russie.

Questions évidentes des Yéménites

Tandis que l'invasion de l'Ukraine par la Russie entre dans son sixième jour, le monde occidental dans son ensemble continue de manifester massivement son soutien aux Ukrainiens. De lourdes sanctions ont été prises contre la Russie par les États-Unis, l'Europe, l'Australie, et l'Occident en général, au milieu d'une vague de débats d'urgence au Conseil de sécurité de l'ONU.

La rapidité avec laquelle sont adoptées les représailles occidentales – qui comprennent l'exclusion de la Russie du réseau bancaire international SWIFT et les appels à traiter les Russes en parias internationaux dans le monde du sport, de la culture, et même des sciences – fait sourciller les Yéménites qui subissent une campagne acharnée de bombardements et un blocus terrestre, maritime et aérien mortels depuis 2 520 jours consécutifs. Depuis jeudi, lorsque les forces russes ont lancé leur assaut de grande envergure contre l'Ukraine, la coalition menée par l'Arabie Saoudite et soutenue par les États-Unis, a effectué plus de frappes aériennes au Yémen que la Russie en Ukraine.

A Hajjah, province encerclée par de l'artillerie lourde saoudienne, les avions de combat de la coalition saoudienne ont effectué plus de 150 frappes sur les villes de Haradh, Heiraan, Abbs, et Mustab, tuant des dizaines de civils, dont un père de six enfants tué au cours du week-end par un drone saoudien qui a pris pour cible sa voiture sur la route entre Shafar et le marché de Khamis Al-Wahat. Depuis qu'a commencé l'incursion de la Russie en Ukraine des dizaines de civils, dont un certain nombre de migrants africains, ont été tués et des centaines blessés par l'artillerie saoudienne et les frappes aériennes dans la province à forte densité de population de Saada au Yémen, que l'Arabie Saoudite a déclarée être zone militaire dès le début de sa campagne militaire en mars 2015. Tandis que les caméras des médias et les manifestations de protestation manifestaient aux civils ukrainiens les marques d'une sympathie indispensable, à Sana'a, au Yémen – que le blocus saoudien paralysant a transformé en une vaste prison pour les



plus de quatre millions de résidents et réfugiés – les avions militaires ont bombardé plusieurs zones densément peuplées, dont l'aéroport. Cent soixante autres frappes aériennes ont été lancées sur les provinces de Marib, al-Jawf, al-Baydha, Taiz, Najran, et Hodeïda, le principal point d'entrée des marchandises et de l'aide dans un pays confronté à la pire famine d'origine humaine du 21^e siècle. Il semble, en fait, que le régime saoudien profite du fait que l'attention des médias soit détournée pour accroître les attaques sur un nombre de cibles sensibles le long de la frontière saoudi-yéménite et renforcer son emprise sur le gouvernorat d'Al-Mahra. Les Émirats Arabes Unis, l'autre principale monarchie pétrolière soutenue par l'Occident qui occupe le Yémen, fait aussi son beurre, accélérant son projet de modifier la démographie de l'île de Socotra très prisée en déplaçant les autochtones pour y installer des colons plus en phase avec les politiques émiraties.

Et tandis que les EU préparent des livraisons massives d'armes et d'aide militaire aux «combattants de la liberté» ukrainiens qui se défendent contre une invasion russe, les «rebelle yéménites» ont abattu un drone MQ9-1 de fabrication américaine télé piloté par les Émirats Arabes Unis au-dessus de al-Jawf et deux Boeings de fabrication américaine Insitu ScanEagles au-dessus de Marib et Hajjah. Alors que des pays qui ont passé les dernières décennies à construire des murs au sens propre et figuré pour refuser l'entrée chez eux à des réfugiés à la peau brune et noire aux abois fuyant la violence et l'invasion de leur propre pays ouvrent les bras, leur maison et leur cœur aux réfugiés ukrainiens en fuite, l'Arabie Saoudite a déchaîné une attaque de mercenaires yéménites contre leur propre patrie leur promettant une carte de séjour saoudienne et la sécurité pour leur famille s'ils se retournent contre leurs compatriotes. Appelée ironiquement les «Happy Yemen Forces», (Forces joyeuses du Yémen), l'unité a été constituée fin 2021, d'après des documents militaires fuités, avec pour mission de sécuriser la frontière de l'Arabie Saoudite avec le Yémen et d'assurer la sécurité de l'Arabie saoudite en échange d'une carte de séjour et de l'accès aux services sociaux saoudiens qui vont de pair.

S'il faut comparer

En ce qui concerne le coût en vies humaines, la tragédie qui se déroule au Yémen est bien plus mortelle qu'en Ukraine, où 325 Ukrainiens dont 14 enfants ont tragiquement perdu la vie d'après les fonctionnaires ukrainiens. Bien sûr la guerre au Yémen fait rage depuis plus de six ans, mais proportionnellement les chiffres sont stupéfiants. Depuis 2015 le nombre de morts a atteint les 400 000 personnes dont 3 900 enfants. Un médecin soigne des enfants blessés par une frappe aérienne à Saada, au Yémen, le

9 août 2018 – Photo : Nations unies

Depuis 2015, les avions de guerre de la coalition saoudienne ont pilonné le Yémen de plus de 266 000 frappes aériennes, d'après le Yemeni Army Operations Room, qui enregistre les frappes aériennes contre des cibles civiles et militaires.

70% de ces frappes ont touché des cibles civiles

Les colonnes de fumée, les décombres et les flammes que l'on peut voir actuellement en Ukraine constituent le statu quo au Yémen depuis des années, alors que les médias occidentaux considèrent souvent que les images diffusées sur les chaînes de télévision yéménite locales où l'on voit des parents retirant des décombres de leur maison ou de leur école des morceaux de leurs enfants, sont trop choquantes pour être montrées. Des milliers d'installations vitales sur le plan économique comme des usines, des établissements de stockage de denrées alimentaires, des bateaux de pêche, des marchés alimentaires et des camions citernes ont été bombardés par la coalition saoudienne soutenue par l'Occident.

Des infrastructures essentielles, dont des aéroports, des ports maritimes, des centrales électriques, des citernes d'eau, des routes et des ponts et en sus d'innombrables écoles, champs agricoles, et lieux de culte, ont été détruits ou endommagés.

Un blocus saoudien et des frappes aériennes ont paralysé le système de santé du Yémen, le rendant incapable d'assurer les besoins de santé publique les plus élémentaires et avec pour conséquence le fait que les 300 établissements restant dans tout le pays peuvent à peine fonctionner tandis que la Covid-19 se propage comme un feu de brousse. Comme les manifestations de condamnation de l'invasion russe continuent d'affluer, les gouvernements occidentaux envoient une aide massive à l'Ukraine et les campagnes sur les réseaux sociaux font le reste, tandis qu'au Yémen l'ONU a annoncé qu'il était probable que d'ici mars elle supprimerait l'aide à 8 millions de personnes dans un pays où elle reconnaît que sévit la pire crise humanitaire au monde. L'insécurité alimentaire des familles se maintient à plus de 80%. Près d'un tiers de la population ne dispose pas d'assez de nourriture pour satisfaire même les besoins nutritionnels élémentaires. Des enfants présentant une insuffisance pondérale et un retard de croissance sont un spectacle courant et le pire est à venir, car l'invasion russe a pour conséquence une augmentation du prix des carburants et des denrées alimentaires et les fonds humanitaires se tarissent, selon le Programme alimentaire mondial des Nations unies.

Choisir quelle invasion condamner

En mars 2015, plus de 17 pays menés par la riche monarchie pétrolière d'Arabie Saoudite

ont lancé une invasion militaire du Yémen, état souverain et membre des Nations unies. Ostensiblement, la guerre fut déclenchée pour rendre le pouvoir au Président Abdrabbuh Mansur Hadi après qu'il en eut été chassé à la suite des protestations populaires dans le cadre des printemps arabes. Le 26 mars de cette année-là, la coalition saoudienne soutenue diplomatiquement et militairement par les États-Unis, allait commencer une campagne de bombardements qui depuis sept ans tue, mutilé et détruit aveuglément. L'Arabie Saoudite, sans aucun doute la dictature la plus répressive au monde, a non seulement remis au pouvoir par la force Hadi sous couvert de protéger la démocratie, mais elle a aussi occupé de vastes étendues du sud du Yémen de al-Mahara au détroit de Bab al-Mandab. Des journalistes, militants et hommes politiques yéménites en sont à se demander pourquoi les gouvernements occidentaux, notamment l'administration Biden, condamne la Russie pour l'invasion de l'Ukraine sous le prétexte de la sécurité nationale tout en défendant le «droit légitime» saoudien d'envahir le Yémen sous exactement le même prétexte. Malgré les horribles violations des droits humains perpétrées par l'Arabie Saoudite au Yémen, les nations occidentales, et les États-Unis en particulier, ont non seulement fourni des armes létales, de la formation, de la maintenance, des renseignements, et une couverture politique et diplomatique à la monarchie, mais ont également imposé des restrictions à la couverture médiatique des atteintes aux droits humains perpétrées par le régime saoudien au Yémen, en faisant pression sur les sociétés de technologie et réseaux sociaux pour qu'ils déprogramment et carrément bannissent les militants yéménites et les médias critiques de la guerre. Tandis que les médias occidentaux accordent une couverture élogieuse aux Ukrainiens résistant à leurs envahisseurs et occupants étrangers, et que les dirigeants occidentaux applaudissent la détermination et la résistance des Ukrainiens et leur envoient aide, armes et soutien moral, ils qualifient les Yéménites qui prennent les armes de terroristes et en font les cibles de bombes intelligentes de fabrication américaine et d'attaques de drones. Les Yéménites qui prennent les armes contre les envahisseurs saoudiens et les forces émiraties sont victimes de sanctions et dénigrés comme agents de l'Iran par les institutions médiatiques progressistes qui prétendent s'opposer à la guerre. Lundi, le Conseil de sécurité des Nations unies a prolongé un embargo sur les armes et l'interdiction de voyager aux forces yéménites. La résolution condamnant fortement ce qu'elle appelait des attaques transfrontalières par les «Houthis», terme péjoratif utilisé pour désigner Ansar Allah, la force la plus importante qui s'oppose à l'invasion et à l'occupation saoudienne. Commentant la résolution, adoptée comme les Émirats Arabes Unis refusaient de condamner publiquement la Russie pour l'invasion de l'Ukraine, espérant obtenir le soutien russe pour sa propre invasion du Yémen, le dirigeant de Ansar Allah, Mohammed al-Houthi a formulé une simple requête : que l'attaque délibérée de civils au Yémen mène à une interdiction des armes à destination de l'Arabie Saoudite. Fondamentalement, al-Houthi demandait qu'il soit mis fin au deux poids deux mesures, requête apparemment impossible à satisfaire dans le climat politique actuel.

Par Ahmed Abdulkareem

**ÉCRIVAINES ET POÉTESSES
EN LANGUE ARABE
ET AMAZIGHÉ**

**ONZE FEMMES AU FOYER
PRIMÉES À GHARDAÏA**

Onze (11) femmes ayant participé au concours des écrivaines et poétesses d'expression arabe et amazighe, dédié à la créativité des femmes au foyer, ont été primées à Gharadaïa, a-t-on appris dimanche des organisateurs. Initié annuellement par la radio locale, en collaboration avec un sponsor local qui requiert l'anonymat, en vue d'encourager les diverses œuvres poétiques, littéraires et autres essais, écrits soit en arabe ou en variante amazighe locale, n'ayant pas fait l'objet d'une publication auparavant, que ce soit en version imprimée ou numérique, ce concours a pour objectif de révéler les talents des femmes au foyer de la région, a indiqué le directeur de la radio locale, Ali Djeridi. L'initiative ambitionne d'aider les femmes au foyer à valoriser leurs talents et à promouvoir la production littéraire et artistique sous les différents modes d'expression locaux, a-t-il précisé. Cette manifestation culturelle vise à encourager les femmes à exprimer leur créativité et renforcer leur présence sur la scène littéraire et poétique, en plus de célébrer l'art d'écrire féminin de la région et de participer à l'enrichissement de la scène culturelle. Une des lauréates a affirmé à l'APS que la poésie lui donne vie et constitue un moyen de s'affirmer et de s'exprimer à travers une œuvre littéraire. Les onze lauréats de ce concours ont reçu des attestations et des prix sous forme d'un chèque bancaire et de livres, a fait savoir la source. Au total, 144 femmes ont été primées depuis la création de ce concours en 2010, signale-t-on à la radio locale en précisant qu'une dizaine d'œuvres littéraires de ces femmes ont été éditées.

R.C.

25^e Salon international du livre d'Alger (Sila)

Un programme culturel et historique diversifié

→ **Un riche programme culturel et de nombreuses rencontres sur le thème de l'histoire, sont prévus lors du 25^e Salon international du livre d'Alger (Sila) qui renoue avec son public, du 24 mars au 1^{er} avril, après deux années d'absence, a annoncé dimanche le commissaire du salon, Mohamed Iguerb.**

Avec l'Italie comme invité d'honneur, le 25^e Sila prévoit de nombreuses rencontres en lien avec l'histoire et en commémoration des 60 ans de la fête de la victoire du 19 mars, un rendez-vous qui se tient habituellement le 1^{er} novembre et qui a été adapté à ces dates exceptionnelles. Un hommage particulier sera également rendu aux écrivains martyrs Ahmed Reda Houhou, assassiné en 1956 à Constantine, Larbi Tébesi, Rabie Bouchama, Abdelkrim El Aggoune, Mohamed El Amine El Amoudi, et Mouloud Feraoun. Le salon prévoit un retour sur la journée historique du 19 mars 1962 consécutive aux Accords d'Evian pour la relater et analyser sa portée en tant que moment crucial marquant la fin de cent trente-deux ans de colonisation, en plus d'une rencontre sur «l'édition, l'Histoire et le livre de mémoire» animée, entre autres, par les historiens Dahou Djerbal et Fouad Soufi. La cause de l'indépendance algérienne en Italie, sera aussi abordée pour faire découvrir des personnalités représentatives des solidarités italiennes en faveur de l'Indépendance de l'Algérie. Il sera question notamment d'Enrico Mattei (1906-1962) et de Taïeb Boulahrouf (1923-2005), représentant du GPRA à Rome en 1958. Toujours dans les activités en lien avec l'histoire, les organisateurs proposent une table ronde, «L'Emir Abdelkader et l'écriture» dédiée à l'œuvre considérable de cette illustre personnalité, entre la poésie, essais spirituels ou philosophiques, et correspondances. Sur le plan littéraire, le programme comporte des rencontres sur «L'histoire à l'épreuve du roman», «Le métier du roman», ou encore les scènes et les lieux d'écriture qui réuniront, entre autres, des femmes et hommes de lettres comme Amin Zaoui, Sarah El Nems, Mohamed Ftelina, ou encore Lounis Ben Ali. Actualité oblige, un cycle de rencontres sur la «littératures par temps de pandémie» est également au programme avec des auteurs et universitaires comme Mustapha Cherif et Waciny Laredj. Une rencontre algéro-ita-



lienne des professionnels du livre est aussi au menu du Sila en plus d'un cycle sur les passerelles linguistique, littéraires, cinématographiques et théâtrales entre l'Italie et l'Algérie. Le Sila reconduit également ses «estrades», tribunes ouvertes à de nombreuses figures littéraires comme la romancière Amal Bouchareb, le journaliste et écrivain Mustapha Benfodil, l'écrivain tunisien El Habib Selmi, ou encore le poète et romancier jordanien Jalal Barjes, en plus de proposer une série d'hommages et évocations de personnalités littéraires qui nous ont quitté depuis la dernière édition du salon, à l'image de Merzak Bagtache, Mouloud Achour, Abdelmadjid Merdaci, ou encore Hadj Miliani.

L'Italie à l'honneur

Le pavillon de l'Italie, invitée d'honneur de cette 25^e édition, propose au public des tables rondes sur la guerre de libération algérienne et la solidarité du peuple italien, la traduction des romans algériens vers la langue italienne, et également de découvrir la littérature italienne à travers le roman noir, la littérature de voyage ou encore la littérature contemporaine. L'Italie et sa présence dans la littérature universelle sera également abordée à travers l'œuvre de la femme de lettre italienne Grazia Deledda (1871-1936), prix Nobel de littérature en 1926. Créé en 2009 à la faveur du 2^e festival Panafricain d'Alger, l'Esprit Esprit Panaf, consacré aux échanges interafricains et à la littérature et la culture du continent propose cette année la découverte des littératures du Mali, du Tchad et de la Mauritanie, en plus d'offrir une tribune à de nombreux auteurs dont Rachid Boudjedra, Rochdi Redouane et Boumediene Belkebir. De nombreux établissements culturels et éditeurs prévoient également un programme d'animation dans leurs espaces pendant le salon à l'image des éditions Anep, Bar-

zakh, du Haut-commissariat à l'amazighité en plus de la cinémathèque algérienne qui annonce un cycle de projection de six films de réalisateurs italiens.

Participation record avec 1250 maisons d'édition de 36 pays

M. Iguerb a indiqué que cet important rendez-vous et après deux années de report en raison des répercussions du Coronavirus, connaîtra «une participation record», avec 1250 exposants de 36 pays, ce qui représente une hausse de plus de 26 % comparativement à l'année 2019, dont 266 exposants d'Algérie, relevant, toutefois, «une baisse de la participation algérienne de 12%, comparativement à la session 2019, due aux retombées de la pandémie de Corona sur le marché du livre en Algérie». Et d'indiquer que la superficie totale du Sila 2022, et après un quart de siècle de sa fondation, est de 20.000 m², sur laquelle plus de 300.000 titres dans divers domaines littéraires et scientifiques seront exposés, précisant que les éditeurs algériens occupent généralement la moitié de l'espace d'exposition et proposent 40% de la totalité des titres. Il a souligné la prise de toutes les mesures de prévention pour que les visiteurs du salon respectent strictement les gestes barrières contre le Coronavirus. L'intervenant a ajouté que le budget alloué au salon était de l'ordre de «80 millions DA», notant qu'«il ne dispose d'aucune information sur l'organisation de la prochaine édition du Sila en octobre prochain». Après avoir évoqué le programme culturel riche et diversifié du salon, réparti sur les différents pavillons, M. Iguerb a précisé que l'ensemble des livres participants sont des publications récentes des maisons d'édition internationales et algériennes, et que la priorité est donnée aux publications scientifiques et universitaires, ainsi qu'au livre littéraire qui connaît un engouement important, tout en attachant une

plus grande importance aux publications algériennes, tandis que le livre religieux «recule par rapport aux dix dernières années», a-t-il dit.

L'intervenant a précisé que le continent africain était présent au SILA à travers le pavillon «Esprit du Panaf», dont les conférences porteront sur la littérature africaine contemporaine, les voix féminines en Afrique et les nouveaux discours sur la littérature africaine contemporaine.

Plusieurs ministères et organismes nationaux ont également prévu des activités culturelles dans le cadre de leur participation au salon, notamment le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, le Conseil supérieur de la langue arabe (CSLA) et l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (Anep), a-t-il ajouté, soulignant qu'une application numérique permettait de visiter virtuellement tous les stands du salon et même d'acheter des livres.

De son côté, le chargé de la gestion de la direction du livre et de la lecture publique au ministère de la Culture, Hassan Mandjour, a indiqué que le comité de lecture et de suivi, qui compte des représentants de plusieurs secteurs, "a émis des réserves, lors de cette édition, concernant 185 titres jugés attentatoires à l'identité, à l'Etat et à la religion, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi de 2015 relative aux activités et au marché du livre".

Dans son intervention, le représentant de l'ambassade d'Italie en Algérie a exprimé sa gratitude pour le choix de l'Italie comme invitée d'honneur de la 25^e édition du Sila. Un choix qui dénote «la profondeur des relations historiques entre les deux pays» dans divers domaines, notamment culturel, a-t-il dit, estimant que cette manifestation livresque «permettra de renforcer davantage les relations entre l'Algérie et l'Italie».

R.C.

Open africain d'Alger

L'Algérie termine en tête avec 39 médailles

→ Les athlètes algériens ont largement dominé la première édition de l'Open africain d'Alger de judo, en récoltant 16 nouvelles médailles, dont 2 en or, à l'occasion de la seconde journée des épreuves disputée à la Coupole de l'Office du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger.



La judokate algérienne Amina Belkadi.

(Photo > D. R.)

9 nouvelles médailles en bronze

Pour ce qui est des médailles de bronze, au nombre de 9, elles ont été gagnées lors de l'épreuve de repêchage par : Douniazed Boughanbouz (-70 kg), Dyhia Benchallal (-70 kg), Louiza Inchallal (-78 kg), Aghiles-Imad Benazoug (-81 kg), Abderahim Bouchoukh (-90 kg), Loukman Daroul (-90 kg), Faycal Ammour (-100 kg), Bouamar Mustapha Yasser (-100 kg) et Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg).

La Tunisie et le Sénégal complètent le podium

Après deux journées de compétition, l'Algérie remporte son tournoi grâce à sa remarquable récolte de 39 médailles (7 or, 10 argent, 22 bronze). Elle devance sur le podium la Tunisie qui a signé une participation très remarquable en raflant un total de 8 médailles, dont 5 or, tandis que le Sénégal fini sur la troisième marche avec 4 breloques, dont 1 en or.

«C'est une belle réussite. Sur le plan organisationnel, les membres de l'Union africaine étaient très satisfaits, notamment, par l'infrastructure, l'hébergement, la restauration et le transport. Pour ce qui est du volet technique, les résultats sont magnifiques avec nos sept médailles d'or. C'est un nouveau souffle pour les judokas algériens qui préparent les Championnats d'Afrique ainsi que les Jeux méditerranéens», nous a déclaré le président de la Fédération algérienne de judo (FAJ), Yacine Silini.

La FAJ gagne son pari

Pour ce premier coup d'essai, la FAJ a clairement gagné son pari. De l'avis des convives de l'Algérie, ce rendez-vous a été une totale réussite, notamment, sur le plan organisationnel. Pour ce qui est du niveau technique, athlètes, entraî-

neurs et chefs de délégations étaient unanimes à dire que le niveau a été très appréciable, avec de très beaux combats et de beaux gestes techniques sur les tatamis de la Coupole.

«Le niveau technique est très élevé et c'est vraiment une grande première. Nous avons senti que les athlètes ont présenté un très bon niveau et nous avons assisté à de très beaux combats», nous a confié Georges Kouassi, membre de la Fédération ivoirienne de judo. «Nous constatons maintenant que le niveau du judo africain a pris son envol. Ce genre de regroupement permet de jauger le judo africain et ça permet également de savoir qu'on peut avoir une place honorable au niveau mondial», a-t-il ajouté.

Pour rappel, 127 athlètes représentant 7 pays ont pris part à cet Open

Cameroun-Algérie

Feghouli est disponible pour vendredi

→ Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a tenu à écarter toute incertitude quant à la participation du milieu de terrain de Galatasaray (Turquie) Sofiane Feghouli, au match face au Cameroun, vendredi au stade Japoma à Douala (18h), comptant pour les barrages (aller) de la Coupe du monde 2022 au Qatar. «Feghouli n'a pas beaucoup joué depuis la CAN. Il est sorti à la mi-temps d'un match intense face au Besiktas en Championnat après avoir joué 80 minutes contre le Barça (match aller) en Europa League, il a eu une gêne musculaire qui l'a empêché de jouer la seconde manche contre le FC Barcelone, mais il est disponible pour vendredi», a indiqué Belmadi en conférence de presse, tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi

africain d'Alger, le premier de l'histoire, avec l'intention de parfaire leur préparation pour les futures échéances internationales, dont, les Championnats d'Afrique de la discipline programmé du 26 au 29 mai prochain à Oran, ainsi que les 19^{es} Jeux méditerranéens prévus du 25 juin au 05 juillet, toujours à El Bahia.

R. S.

Liste des médaillés algériens :

Or : Faiza Aissahine (-52 kg), Boubeker Rebahi (-66 kg), Khadidja Bekheira (-57 kg) et Houd Zourdani (-73 kg), Amina Belkadi (-63 kg), Mourad Guerruomi (-81 kg), Meroua Mammeri (+78 kg).

Argent : Imène Rezzoug (-48 kg) et Younes Ben Laribi (-60 kg), Wail Ezzine (-66 kg), Nesrine Boudjemil (-57 kg) et Mohamed Salah Eddine Hadjoudj (-73 kg), Achour Denni (-81 kg), Rayane Zakaria Benatia (-90 kg), Redha Lamri (-100 kg), Ahmed Derradj (+100 kg), Sonia Asselah (+78 kg).

Bronze : Nesrine Hadel (-48 kg), Yasmine Hadi (-48 kg), Rania Naït Ammar (-52 kg), Rym Mokhtaria Sebai (-52 kg), Zina Bouakache (-57 kg), Khadidja Belhout (-57 kg), Ishak Manseri (-60 kg), Billel Yagoubi (-60 kg), Housseem Rouibet (-66 kg), Kaïs Mahie Eddine Moude-tere (-66 kg), Yassamine Djellab (-73 kg) Oussama Djeddi (-73 kg) et Karim Oudjane (-73 kg), Douniazed Boughanbouz (-70 kg), Dyhia Benchallal (-70 kg), Louiza Inchallal (-78 kg), Aghiles-Imad Benazoug (-81 kg), Abderahim Bouchoukh (-90 kg), Loukman Daroul (-90 kg), Faycal Ammour (-100 kg), Bouamar Mustapha Yasser (-100 kg), Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg).

EN DEUX MOTS

Coupe de la CAF : La JSS s'incline devant Orlando Pirates

La JS Saoura s'est inclinée devant Orlando Pirates (Afrique du Sud), sur le score de 2 à 0, mi-temps (0-0), dimanche au stade du 5 juillet (Alger), pour le compte de la 5e journée de la phase de poules, groupe B, de la Coupe de la CAF. Les buts de la rencontre ont été marqués par N. Nyauza (48') et K. Dlamini (51').

A l'issue de cette défaite, le représentant du football algérien reste à la 3e position avec 7 points, alors que son adversaire du jour, prend la 1re place avec 12 points et assure sa place au prochain tour, avant la 6e et dernière journée prévue, début avril prochain.

La seconde place du groupe B est occupée par l'Ittihad de Libye (10 pts), après son succès face au Royal Léopards (Eswatini) sur le score de 3 à 2. La 4e et dernière position est occupée par Royal Léopards (0 point).



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur commercial : **Ouahid Kouba** Composition PAO La Nouvelle République Impression Alger : SIMPRAL Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : SIO. Constantine : SIE Diffusion centre : SEDICOM. Ouest : SPDO. Est : El Khabar. Sud : Trag diffusion Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : ln98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : ln98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : Studio Baylaucq, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

Open africain d'Alger

L'Algérie termine en tête avec 39 médailles

le match à suivre

Coupe de la CAF

La JSS s'incline devant Orlando Pirates

football

Cameroun - Algérie

Feghouli est disponible pour vendredi

Retour sur une Conférence de presse en pleine ligne droite

L'actualité sportive est à l'arrêt. Seules les options pour l'accession à la Coupe du monde occupent les espaces sportifs. Toutes les informations sont bonnes à commenter. Une manière de s'occuper en attendant le jour «J» qui tient en haleine des millions de supporters.

On s'accroche à la ligne droite. Cette fin de semaine est exceptionnelle, jamais peut-être une telle ambiance dominée par un stress ne s'est faite remarquée dans les rues, dans les espaces publics. On oublie tout ou on reporte ce qui mériterait de l'être, priorité aux qualifications. Pas besoin d'évoquer un autre sujet, il sera vite mis dans la case des instances. Les Verts s'engagent dans la dernière ligne droite.

Ils refont surface

En attendant l'actualité oblige, ce n'est un secret pour personne, Baghdad Bounedjah, Yacine Brahimi et Saïd Brahima ne seront pas du groupe appelé à affronter le Cameroun ce vendredi, Adlène Guedioura et Ishak Belfodil sont de retour. Deux infos données ce dimanche lors de sa conférence de presse. Il a choisi ses hommes pour réaliser son principal objectif : obtenir une qualification au Mondial-2022. Une décision qu'il assure avoir basée uniquement sur des critères sportifs. D'autres infos ont été au centre de son intervention, en l'occurrence la convocation de Youcef Laouafi, Mohamed Benyettou, Ahmed Touba et Adlene Guedioura.

Pourquoi ces nouveaux joueurs ?

«J'ai choisi ces joueurs parce qu'ils



■ Belmadi est optimiste, il donne RDV aux Algériens le 29 mars 2022.

(Photo > D. R.)

m'ont paru être les plus adaptés à la qualification. C'est tout ! «Sofiane est prêt à rejoindre la sélection, il est précieux dans ces moments-là. Mais je ne suis pas en mesure de dire s'il sera titulaire ou non», a-t-il conclu. Pour grand nombre d'observateurs, le sélectionneur ne pouvait garder les mêmes joueurs qui n'avaient rien donné lors de la débandade à la CAN-2021, le choix il fallait le faire dans sa liste de 24 joueurs retenus pour affronter le Cameroun. Présent ce dimanche en conférence de presse, le technicien a justifié ses choix.

«L'enjeu de ces deux matchs ?»

Question lancée par un confrère, qui a été vite servi par Belmadi «l'enjeu sera partout. À Douala ou à Blida ! Ça sert à quoi d'aller à Douala sinon ? On peut les attendre ici tranquillement... mais il faut passer par des moments difficiles, avoir même de la peur le stress, il faut les gérer, tout comme l'adversaire, l'arbitre. Si c'était la Coupe Coca-Cola, ce serait trop facile ! On parle ici de la

Coupe du monde, il faut passer par toutes ses étapes pour mériter d'être présent au Qatar... Il n'y a pas d'arrogance ni de manque d'humilité, bien au contraire, mais nous on veut mourir sur le terrain».

Des supporters uniques

«La présence des supporters est un outil de grande valeur, un soutien dont tous les joueurs aimeraient avoir lors de chaque sortie, lors de la CAN, ils n'étaient pas majoritaires, mais nous avons énormément bénéficié de leur soutien, au Cameroun le déplacement n'est pas facile, mais nous savons que leur apport servira à beaucoup lors des 90». Et d'ajouter «nous avons des supporters uniques... Avant la dernière CAN, il y a eu des discussions, l'une d'elles portait sur l'après-CAN et notamment cette double confrontation. Ce qui avait été expliqué, c'est qu'un bilan allait être tiré après CAN et qu'il aurait une incidence sur le futur regroupement. Chose qui a été faite», a d'abord

rappelé l'ancien joueur de l'OM.

«C'est mon choix !»

Il fera remarquer que cette question de choix revient dans toutes les conférences, c'est mon choix ! Ce n'est pas une liste sanction, mais une liste pour se qualifier à la Coupe du monde», a poursuivi Belmadi. «Il y a eu un échec évident, on se devait de réagir, pas en écartant des joueurs mais en constituant une liste pour atteindre l'objectif. L'équipe a envie de se racheter. C'est ce qui nous anime. On veut être à cette Coupe du monde, on a envie que pendant les 7-8 mois, on soit dans cette euphorie, celle de se préparer pour cet événement. Je vous donne rendez-vous après ces deux matches pour discuter de mes choix».

H. Hichem

■ BeIN Sports 1 : AS Roma - Lazio Rome à 20h

■ BeIN Sports 2 : Cologne - Borussia Dortmund à 19h30

La Der

Le FC Barcelone inflige une sévère correction au Real Madrid

Le Clásico du football espagnol a viré à la démonstration catalane à Santiago-Bernabeu, dimanche 20 mars. Le Real Madrid, méconnaissable, a concédé une lourde défaite contre un FC Barcelone en feu. Porté par un Pierre-Emerick Aubameyang étincelant, les Catalans l'ont emporté 4-0. Cela faisait trois ans que le FC Barcelone n'avait plus remporté le clasico en Championnat. Une longue disette égale à la chute de la maison catalane, bien loin de son lustre d'il y a quelques années. L'attente a pris fin dimanche, et de quelle manière. Comme à ses meilleures heures, quand Xavi régnait au milieu de terrain, le Barça est venu donner la leçon au Real Madrid dans son antre. Avec Xavi, dans le costume d'entraîneur désormais. Les Merengue, confortables leaders du Championnat d'Espagne avec

66 points avant cette 29^e journée (dix points d'avance sur le 2^e, le Séville FC), étaient diminués pour ce choc, puisque l'indispensable Karim Benzema était forfait pour cause de blessure. Mais même sans le meilleur buteur de la Liga – 22 réalisations –, le Real ne s'attendait sans doute pas à prendre un tel bouillon.

Aubameyang intenable

Dans un stade toujours à moitié rempli pour cause de travaux, les visiteurs, en progrès depuis plusieurs mois sous l'impulsion de Xavi, n'ont eu aucune pitié pour les Madrilènes. Les Blaugrana ont frappé les premiers en toute logique par l'intermédiaire de l'une des meilleures recrues de l'hiver : Pierre-Emerick Aubameyang. Le Gabonais a parfaitement coupé un centre

d'Ousmane Dembélé pour ouvrir le score de la tête (29^e). Sur un corner du même Dembélé, Ronald Araujo s'est imposé à son tour dans les airs et a marqué le but du break (38^e). Entretemps, Vinicius s'était emmêlé les pinceaux et manqué un duel avec Marc-André ter Stegen. Le double changement opéré par Carlo Ancelotti à la pause – Toni Kroos et Daniel Carvajal remplacés par Eduardo Camavinga et Mariano Diaz – n'a eu aucun effet dans les rangs du Real Madrid. Au contraire, après un raté de Pedri, le Barça s'est envolé très vite avec un troisième but signé Ferran Torres, bien servi par «PEA» d'une talonnade (47^e). Et quelques minutes plus tard, les deux hommes ont échangé leur rôle, avec Torres en passeur décisif pour Aubameyang (53^e). La messe était déjà dite.